

L'INÉGALITÉ

État d'urgence: quand le fossé entre pauvres et riches devient trop profond **4**

Peur de l'exclusion sociale: comment les inégalités favorisent l'essor du populisme de droite **6**

D'une classe à l'autre: catégories de prix et autres systèmes hiérarchiques **12**

Le magazine pour un usage différent de l'argent

moneta

en
ligne
sur
moneta.ch

#1 2026



Le fossé se creuse



Les douze personnes les plus riches du monde possèdent davantage que la moitié la moins fortunée de l'humanité: voilà le constat choquant auquel parvient une récente étude publiée par l'organisation caritative Oxfam. Elle s'inscrit dans une série de rapports

actuels qui montrent tous que les inégalités économiques s'aggravent à l'échelle mondiale comme à l'intérieur des différents pays. À quoi faut-il s'attendre quand le fossé entre pauvres et riches s'approfondit? Quelles conséquences politiques cela entraîne-t-il? Pourquoi les disparités propulsent-elles les populistes de droite au pouvoir? Une société sans classes et sans inégalités pourrait-elle exister? Ces questions et une foule d'autres sur les inégalités sont au cœur de ce numéro de moneta.

Nous nous intéressons par ailleurs à l'égalité: depuis la Révolution française, il y a plus de deux siècles, «liberté, égalité, fraternité» forment le socle des sociétés modernes et démocratiques. Ces dernières décennies, il a beaucoup été question de liberté, tandis que le concept d'égalité a quasiment disparu des débats publics. Quelle est sa signification actuelle? Comment le renforcer, en particulier face à la montée du populisme de droite? Voilà ce que nous avons demandé à la philosophe Jule Govrin, qui a élaboré une théorie de l'égalité radicale.

J'espère que vous trouverez de nombreuses informations intéressantes dans ce numéro de moneta ainsi que dans son édition en ligne: nous y examinons, par exemple, l'action réelle de la Suisse en vue de réduire les inégalités à l'échelle mondiale comme dans ses frontières. Je vous recommande la lecture du portrait de Christian Tschannen par Esther Banz: enfant, cet homme a été placé dans une famille d'accueil. Exploité et maltraité, il subit encore les conséquences de ces actes. Son histoire bouleversante montre que même en Suisse, un énorme fossé peut séparer les riches des pauvres, les gens puissants de ceux qui sont sans défense.

Katharina Wehrli
corédactrice en cheffe de moneta

L'INÉGALITÉ

4 État d'urgence des inégalités

6 La grande peur du déclassement

9 «Il existe une multiplicité incroyable de savoirs vécus sur l'égalité»

12 Une société sans classes?

EXCLUSIVEMENT SUR MONETA.CH

Coup de frein dans l'aide au développement
moneta.ch/coup-de-frein

Une planète inconnue
moneta.ch/planet13-fr

À peine arrivés, on leur a tendu des bottes
moneta.ch/tschannen-fr

Quiz: quelles chances au départ du sprint existentiel?
moneta.ch/sprint

LES PAGES DE LA BAS

14 Toute l'actualité de la Banque Alternative Suisse

EN PERSONNE

24 Annelise Oeschger:

«Les autorités aussi contribuent à perpétuer la pauvreté»

moneta #1-2026

Le magazine pour un usage différent de l'argent

moneta paraît trois fois par an en français et en allemand et il est envoyé gratuitement aux clientes et clients de la Banque Alternative Suisse SA (BAS). La reproduction de textes et d'illustrations propres est soumise à une autorisation écrite de la rédaction et doit impérativement indiquer la source.

Éditrice Banque Alternative Suisse SA

Direction de la rédaction Katharina Wehrli (kw) et Simon Rindlisbacher (sr)

Rédaction Esther Banz (eb), Roland Fischer (rf), Scarlett Palmeri (sp), Dominique Roten (dr), Katrin Wohlwend (kwo) Julia Barriga (jb)

Rédaction en ligne Scarlett Palmeri

Traduction Sylvain Pichon

Annonces Bruno Bisang, Luzia Küng

Graphisme Clerici Partner Design, Winterthour

Illustrations Claudine Etter

Impression ROPRESS Genossenschaft, Zurich

Papier RecyStar Nature, 100 pour cent papier recyclé

Adresse Banque Alternative Suisse SA, moneta, Amthausquai 21, case postale, 4601 Olten, téléphone 062 206 16 16, moneta@abs.ch

Tirage de ce numéro 8400 exemplaires

Encarts Les encarts qui n'émanent pas de la BAS sont des publicités qui nous permettent de couvrir les frais de production.

Info importante sur les encarts et les annonces Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce magazine, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

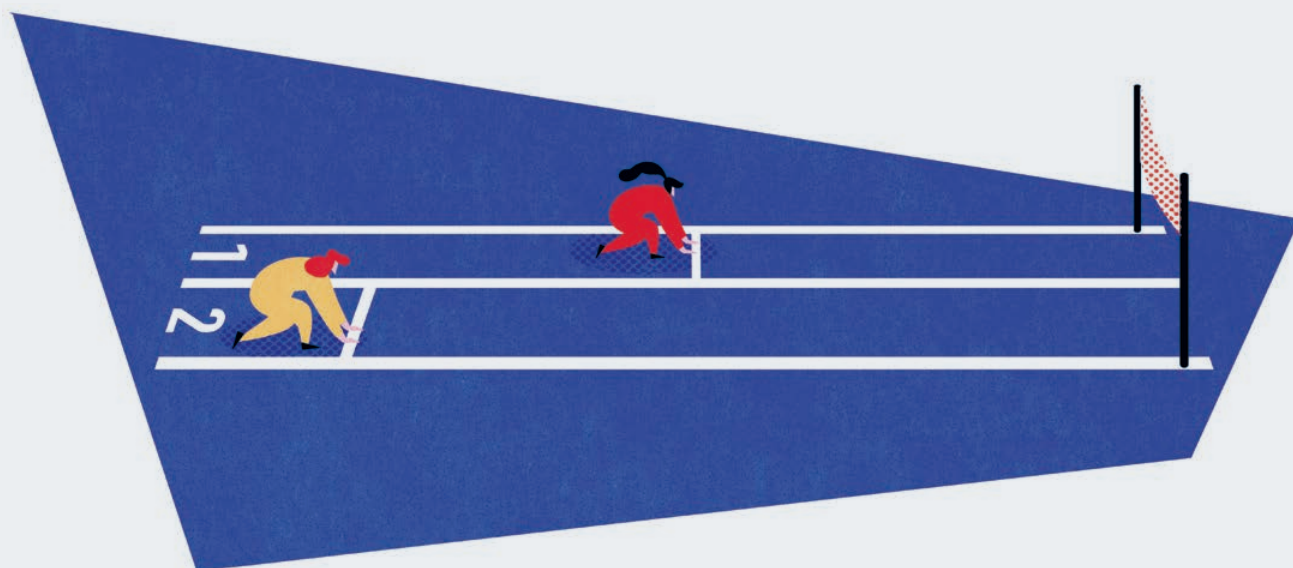
Si vous êtes client-e de la BAS et si vous déménagez, veuillez nous communiquer votre nouvelle adresse via le système e-banking ou par téléphone.

Magazine en ligne: retrouvez les articles phares de moneta sur moneta.ch.

moneta



Pour ne manquer aucun numéro et recevoir la lettre d'information de moneta : moneta.ch/s-abonner-a-la-newsletter



L'inégalité des chances au départ du «sprint» existentiel

Les chances sont inégalement réparties dans notre société. Elles dépendent du capital «culturel» et «social» dont disposent les enfants. Voilà du moins ce qu'affirmait le célèbre sociologue Pierre Bourdieu. Savez-vous quelles étaient vos chances au départ? Découvrez-le grâce à notre questionnaire en ligne! Texte: Roland Fischer

Pierre Bourdieu est l'auteur de l'un des ouvrages les plus marquants en matière de sociologie. Dans «La distinction», il envisage les classes sociales non plus en tant que catégories figées, comme dans une société hiérarchisée, mais en tant que réseau subtil de privilèges en tout genre. Il qualifie ceux-ci de «capitaux». Outre le capital économique, Pierre Bourdieu distingue aussi les capitaux culturels et sociaux. Cette approche a permis au sociologue de mettre en évidence une structure de classes là où, en principe, nous n'aurions pas soupçonné l'existence d'inégalités sociales.

Une course où tout le monde ne part pas du même point: telle est la métaphore qui illustre souvent les idées de Pierre Bourdieu en ce qui concerne le parcours scolaire. L'égalité des chances devient illusoire, puisque la course est faussée si les conditions de départ sont inégales. Voilà qui explique pourquoi des enfants qui n'entrent pas dans le système scolaire avec le même capital obtiennent des résultats différents. Ils commencent leur scolarité avec des ressources et avantages inégaux et continuent ainsi tout au long du parcours. Dès lors, le système reproduit largement les hiérarchies sociales: celles et ceux qui sont nés dans des familles aisées et dotées du capital culturel adéquat vont plus loin que celles et ceux qui n'ont pas eu cette chance.

Un tel regard sur le parcours scolaire évoque ce que l'on appelle une «méritocratie»: les personnes qui réussissent ne disposent pas de capacités exceptionnelles, mais elles partent avec le bon dosage de capitaux économiques et culturels. Ce dernier comprend des atouts sociaux non financiers, comme l'éducation, les compétences linguistiques, les connaissances ou encore les pratiques culturelles. Elles sont transmises par celles et ceux qui en disposent. Un fait que Pierre Bourdieu qualifie de «capital social». Les réseaux sociaux constituent aussi un atout précieux.



Participez à la course et découvrez l'ampleur de votre capital culturel et social!

La BNS finit par bouger

La Banque nationale suisse (BNS) a longtemps refusé de prendre en compte, dans sa stratégie d'investissement, la crise climatique et la pollution à grande échelle (cf. moneta 2/2020). La coalition d'ONG «Notre BNS» a révélé, l'automne dernier, que notre banque centrale s'était défaita de ses actions Rio Tinto pour une valeur de 227 millions de dollars américains. Le groupe minier anglo-australien a été condamné pour avoir contaminé un lac au Canada. La BNS s'était auparavant retirée d'entreprises actives dans les énergies fossiles, comme BP, Tullow Oil et Enquest. Les données publiques analysées par le collectif de recherche WAV et Reuters montrent qu'entre début 2024 et octobre 2025, la BNS a vendu deux fois plus de participations dans des sociétés pétrolières et gazières qu'elle en a acquises.

Jusqu'à fin 2020, la stratégie de placement de la Banque nationale ignorait presque complètement les changements climatiques et les risques environnementaux. L'établissement justifiait cette attitude en invoquant la nécessité d'assurer à la fois la stabilité financière et celle des prix. Pourtant, ses propres directives préconisaient déjà d'éviter les entreprises qui causaient systématiquement des dommages environnementaux graves. La BNS a commencé, voilà à peu près cinq ans, par annoncer sa volonté d'exclure les entreprises énergétiques actives dans la combustion de charbon. Si des ONG comme l'Alliance climatique saluent la récente décision de se retirer aussi des firmes pétrolières, elles critiquent en revanche le manque de transparence et l'absence de justification des mesures prises. Le portail financier tippinpoint.ch (en allemand) constate que depuis l'entrée en fonction de Martin Schlegel, nouveau patron de la BNS, en octobre 2024, les directives existantes sont appliquées avec un peu plus de rigueur. L'environnement et le climat ont davantage de poids dans la balance. Rappelons que la BNS fait partie des dix plus grands investisseurs institutionnels au monde. (Stefan Boss)



moneta est un magazine publié par la Banque Alternative Suisse (BAS) et préparé par une rédaction indépendante. Les articles de moneta ne reflètent pas forcément la position de la BAS, sauf dans les «pages de la BAS» ou dans les commentaires spécifiquement désignés comme tels.

État d'urgence des inégalités

Quand les inégalités deviennent-elles extrêmes? Un comité d'expert-e-s propose d'en confier l'évaluation, le suivi ainsi que l'élaboration de recommandations à un organe indépendant, comme pour le climat. La colère gronde tandis que le pouvoir se concentre toujours plus au sommet de la pyramide. Texte: Roland Fischer

On peut mesurer les inégalités. Le procédé s'avère évidemment un peu plus complexe que pour la concentration de CO₂ dans l'atmosphère ou la température moyenne de la planète, mais le constat reste le même: nous nous rapprochons d'un état d'urgence. Voilà en tout cas ce qu'affirme un rapport rédigé par un comité de spécialistes dirigé par Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel d'économie, et présenté l'an dernier au sommet du G20 en Afrique du Sud. Cyril Ramaphosa, président du pays et du forum intergouvernemental à ce moment, avait convoqué un « comité extraordinaire d'expert-e-s indépendant-e-s sur les inégalités mondiales ». Après avoir épluché les données actuelles, le comité a formulé une recommandation explosive: il est urgent d'agir et l'on devrait créer, à cette fin, un nouvel organisme international chargé d'étudier la lutte contre les disparités dans le monde entier. Son rôle politique devrait avoir autant d'influence que celui du Groupe intergouvernemental d'expert-e-s sur l'évolution du climat (GIEC), qui se consacre à la crise climatique. « Le monde a reconnu l'existence d'une crise climatique. Le moment est venu de prendre conscience que nous vivons, en outre, une crise des inégalités », a martelé Joseph Stiglitz en présentant le rapport.

Les douze plus riches possèdent davantage que la moitié la plus pauvre de l'humanité

Les résultats exposés dans le rapport ont de quoi impressionner, mais ces chiffres loufoques sont tellement habituels qu'ils n'ont guère fait les gros titres: les 10 pour cent des personnes les plus fortunées de la planète engrangent 54 pour cent du revenu mondial total et possèdent les trois quarts de la richesse globale. La moitié la plus pauvre de l'humanité ne touche, quant à elle, que 8 pour cent des revenus et détient à peine 2 pour cent de la richesse. Un point sur lequel l'organisation de développement Oxfam insiste dans son rapport intitulé « Résister au règne des plus riches », présenté cette année au Forum économique mondial (WEF) de Davos. Une coterie d'environ 3000 milliardaires accumule une fortune toujours plus démesurée. Elle a bondi de 2500 milliards de dollars étasuniens l'an dernier pour atteindre 18300 milliards, un nouveau record. Les douze personnes les plus riches du monde possèdent à elles seules davantage que la moitié de l'humanité qui se trouve du côté moins privilégié des statistiques.

L'économiste indienne Jayati Ghosh mène des recherches et enseigne à l'Université du Massachusetts Amherst, aux États-Unis. Elle a joué un rôle de premier plan dans la rédaction du rapport Sti-

glitz. L'analogie avec l'urgence climatique revêt une importance capitale à ses yeux, également quant aux données disponibles: « Même s'il existe encore des climatosceptiques, la situation ne fait plus de doute depuis que nous disposons des rapports réguliers du GIEC, qui ont beaucoup influencé le débat public. » Jayati Ghosh insiste sur la nécessité d'obtenir des données beaucoup plus fiables sur les inégalités. De nombreux pays n'ont aucun intérêt à consigner précisément leur situation, certains allant jusqu'à l'embellir. Un organisme indépendant pourrait surveiller les disparités dans différents domaines et coordonner la recherche. Cela permettrait, par exemple, d'en déterminer les causes sous-jacentes et d'évaluer l'efficacité des mesures appliquées par les États.

L'effet de « ruissellement » se fait attendre

D'après le rapport Stiglitz, les inégalités mondiales ont légèrement baissé depuis le début des années 2000, mais cela s'explique surtout par la hausse des revenus en Chine. On ne peut dès lors parler d'un revirement de tendance, puisque les disparités continuent de s'intensifier dans de nombreuses régions de la planète. Neuf personnes sur dix vivent aujourd'hui dans des pays à fortes inégalités, même selon les normes plutôt conservatrices de la Banque mondiale. Et l'on ne perçoit pas vraiment l'effet de ruissellement si souvent invoqué par les adeptes du néolibéralisme, c'est-à-dire l'affirmation que tout le monde – y compris les plus pauvres – finirait par profiter de la richesse accumulée au sommet de la pyramide. La croissance exponentielle de la fortune globale profite en premier lieu aux individus qui possèdent déjà une richesse immense. Ainsi, plus de 40 pour cent de la fortune produite depuis le début du siècle sont allés au pour cent le plus riche de la population, tandis que la moitié la plus pauvre n'en a empoché qu'un pour cent. Presque rien ne ruisselle vers le bas.

Quand atteindra-t-on un point de bascule?

Quantifier les inégalités est primordial pour changer les choses sur le plan politique. Si l'analogie avec le GIEC s'impose, les inégalités constituent une réalité perceptible, une injustice quotidienne. On pourrait opter pour le fatalisme et arguer qu'à un moment donné, qu'importe la fortune que détiennent les plus riches, car il y a bien longtemps que l'on n'arrive plus à se représenter un tel déséquilibre. Quand atteindra-t-on un point de bascule en matière d'inégalités? Quand cela dégénérera-t-il en révoltes? « N'est-ce pas déjà ce qui se passe? », répond sobrement Jayati Ghosh. Elle n'évoque



pas des actions concertées vis-à-vis de la classe dirigeante, mais une « lutte généralisée de tous contre tous ». Et l'économiste de citer les exemples de l'ostracisation des musulman-e-s en Inde ou de l'augmentation des crimes haineux dans différentes sociétés. Voilà précisément pourquoi Mme Ghosh trouve si important d'identifier des domaines d'action concrets. Faute de cela, les gens verront leur frustration atteindre des sommets et pourraient bien finir par se battre sauvagement.

Internet, catalyseur de révoltes

À propos de la classe dirigeante au pouvoir, on peut noter avec intérêt qu'une analyse scientifique récente (en anglais) parvient à la conclusion que les moyens numériques peuvent se retourner contre les puissant-e-s et les riches. Les gens se révoltent-ils automatiquement quand ils doivent lutter pour survivre alors qu'une petite élite se vautre dans une débauche de luxe? Une équipe d'économistes d'Allemagne et d'Australie cherchait des points de bascule en matière d'inégalités. Elle a trouvé un « ingrédient supplémentaire » crucial, qui détermine si les disparités extrêmes déclenchent une dynamique révolutionnaire: l'internet. Les chercheuses et chercheurs ont examiné les données de plus de 120 pays pour la période de 1996 à 2020, faisant une comparaison entre les inégalités de revenus (mesurées à l'aide de l'indice de Gini) et les indicateurs de stabilité politique de la Banque mondiale. Il est apparu que la part de la population qui utilise l'internet faisait office de catalyseur. De plus grandes disparités n'entraînent pas une plus grande instabilité politique dans les pays où l'accès à la Toile est limité, les groupes marginalisés n'y disposant pas des informations nécessaires pour comparer leur vie à celle des autres. Avant l'ère numérique, on se comparait avant tout à son voisinage immédiat. Quand tout le monde autour de nous vit dans le dénuement, notre propre situation semble, sinon normale, au moins supportable. L'internet rompt cet isolement: la vie des riches s'affiche à l'échelle nationale et internationale. Les réseaux sociaux deviennent une vitrine du luxe et instaurent un senti-

ment latent de « désavantage relatif ». Les médias numériques offrent en même temps une panoplie d'outils qui permettent de s'organiser avec efficacité. Un mélange qui peut s'avérer détonant.

Concentration extrême du pouvoir au sommet

Jayati Ghosh a la conviction que l'« état d'urgence » est lié non seulement à l'augmentation des inégalités, mais aussi à la concentration des richesses et – par conséquent – du pouvoir au sommet. « C'est probablement la toute première fois que nous assistons à une telle accumulation dans toute l'histoire de l'humanité », lâche l'économiste. Ce qui se passe au sommet devrait nous alarmer: les puissant-e-s disposent de possibilités inédites pour établir les règles à leur avantage, par des lois ou des canaux numériques. Le danger pour nos démocraties est très concret. L'organisation de développement Oxfam Allemagne a publié un rapport (en allemand) intitulé « L'épreuve de vérité: comment les inégalités sociales extrêmes menacent la démocratie ». Les ploutocrates qui amassent le plus de ressources exercent aujourd'hui un pouvoir sans précédent, ne serait-ce que par leur influence numérique. En contrôlant les médias, ils peuvent déjà manipuler l'opinion publique. Même des systèmes juridiques basculent parfois en leur faveur. De l'autre côté, celles et ceux qui trébuchent ou se retrouvent en marge ressentent de l'impuissance, crient vengeance et cherchent à obtenir réparation. Il ne s'agit donc pas seulement d'une injustice banale, mais du germe émotionnel de la radicalisation politique. •

La grande peur du déclassement

Les inégalités économiques empirent. Beaucoup de gens se sentent sous pression, et pas seulement sur le plan matériel: ils craignent aussi pour leur statut social. Les partis populistes de droite exploitent ces craintes, les reprennent à leur compte et attisent une lutte culturelle qui leur profite en premier lieu.

Texte: Simon Rindlisbacher

Le récent rapport d'Oxfam le montre clairement, une nouvelle fois: les super-riches s'enrichissent de plus en plus et de plus en plus vite. En revanche, on voit à peine diminuer le nombre de personnes qui vivent dans la pauvreté. Les inégalités économiques s'accroissent donc et façonnent le paysage politique dans beaucoup de pays, ce qui donne des ailes aux partis populistes de droite. Plusieurs études relèvent explicitement le lien entre ces deux phénomènes. Mais comment cela a-t-il lieu, au juste?

Tout d'abord, arrêtons de croire que ce sont surtout les principales victimes des inégalités économiques croissantes qui votent pour des populistes de droite: «Les personnes disposant de très peu de ressources ont tendance à accorder leur voix à des partis qui promettent une redistribution, donc de gauche», observe David Weisstanner, politologue à l'Université de Lucerne. Les disparités économiques jouent un rôle dans l'essor du populisme de droite, certes, mais elles ne sont pas les seules à l'œuvre. La dimension économique revêt, en effet, un pendant culturel: les gens qui élisent des partis populistes de droite ne se soucient pas que d'intérêts économiques, mais aussi de valeurs, de mode de vie, de respect et de reconnaissance. «En combinant tous ces éléments, on obtient un modèle explicatif, en l'occurrence la position d'une personne dans la hiérarchie sociale», détaille le chercheur lucernois. Comme ses études le mettent en évidence, les personnes qui craignent de perdre leur statut tendent à préférer un parti populiste de droite. Elles sont souvent issues de la classe ouvrière ou moyenne inférieure, c'est-à-dire d'une marge économique. Elles ont peur de sombrer dans la précarité, notamment parce que les inégalités croissantes ont augmenté la hauteur de chute. Et le bouleversement des valeurs sociales, qui remet en question leurs habitudes et coutumes, les préoccupe.

Le sentiment que tout s'aggrave

Carolin Amlinger et Oliver Nachtwey confirment les résultats des recherches de David Weisstanner. Dans leur livre «Zerstörungslust¹», ces sociologues, qui enseignent à l'Université de Bâle, analysent en détail la montée du populisme de droite. Le duo a donc dialogué avec des électrices et électeurs de l'Afd²: ainsi Rainer Kunz, fan d'Elon Musk, qui a parcouru le monde en tant que cuisinier sur un navire jusqu'à ce qu'un accident de travail mette fin à ce mode de vie. Il a ensuite survécu grâce à de petits boulots, puis la pandémie de coronavirus est venue bouleverser à nouveau ses plans. Il est aujourd'hui agent d'entretien et rêve d'ouvrir son propre stand de saucisses au

curry en Amérique du Sud. Ou Charlie Mayr, fils d'une immigrée, étudiant en chimie qui a grandi dans un environnement préservé. Il veut bien faire, mais estime que la politique ne récompense pas ses efforts. Il perçoit les étrangers comme une menace. Ou encore Mathilde Koller, décoratrice d'intérieur. Elle soutient que la classe ouvrière a été privée de la fierté des accomplissements acquis à la sueur de son front, que le gouvernement impose des mesures de protection du climat au détriment du peuple, tout en négligeant le bien commun. Rainer Kunz, Charlie Mayr et Mathilde Koller représentent un groupe de personnes qui se sentent laissées pour compte et observent comment tout va – supposément – de mal en pis.

Comme le glisse David Weisstanner, «même si cette perception de leur propre situation reste subjective, la conjoncture objective joue toujours un rôle en fin de compte». Et celle-ci est redoutable. Premièrement, nous vivons une époque de crises et de changements multiples. La mondialisation et la numérisation ont ainsi transformé ou effacé de nombreux métiers, en particulier dans les classes ouvrières et moyennes. Deuxièmement, les taux de croissance ont baissé ces dernières décennies. Carolin Amlinger et Oliver Nachtwey rappellent qu'une croissance économique effrénée est devenue presque impossible et non souhaitable. Or, cela balaie le mécanisme avec lequel les sociétés libérales ont résolu les conflits sociaux dans le passé, c'est-à-dire en créant et distribuant de nouvelles ressources.

Érosion de la démocratie

En tout cas, ce mécanisme n'est plus utilisé, car si la croissance existe toujours, seule une poignée de gens en profite encore. Une évolution que l'on doit en grande partie au néolibéralisme. Cet ordre économique mise sur la privatisation, la dérégulation, le démantèlement social et les baisses d'impôts: autant de mesures qui entraînent une forte concentration des richesses, laissent de nombreuses personnes sur le carreau et offrent donc un terrain fertile idéal au populisme de droite. Tel est du moins l'avis de John Brown, sociologue irlandais qui se réclame notamment de l'économiste Thomas Piketty, du sociologue économique Wolfgang Streeck ainsi que du sociologue et politologue Colin Crouch. M. Brown soutient que, dans le cadre du néolibéralisme, l'économie a détourné l'État. Il pointe un cercle vicieux: l'accroissement de la richesse permet aux élites économiques de modeler l'État de manière à graver dans le marbre les avantages des détentrices et détenteurs de capitaux. Voilà qui renforce les inégalités économiques et – en toute logique – les déséquilibres dans le pouvoir politique. Le sociologue irlandais en conclut que la démocratie a été ainsi vidée de sa substance. Selon lui, au lieu d'accompagner et de limiter de façon critique l'élite économique, les partis de centre gauche et de centre droit se rallient au néolibéralisme et à l'austérité, démantelant les mécanismes de protection des salarié-e-s. Ou, comme le formulent Carolin Amlinger et Oliver Nachtwey: les droits et institutions sociaux et démocratiques qui devaient préserver la société des effets négatifs du capitalisme ont été abrogés dans de nombreux domaines. À l'instar de David Weisstanner, les deux spécia-

listes en sociologie soulignent que la politique d'austérité a des conséquences particulièrement visibles – par exemple quand, pour cause de restrictions budgétaires, des infrastructures publiques se détériorent soudain, des bus ne circulent plus de manière fiable, des espaces communautaires sont laissés à l'abandon ou une piscine ferme.

La société libérale ne tient pas ses promesses

Tout cela conduit Rainer Kunz, Charlie Mayr et Mathilde Koller à imaginer que les choses vont de plus en plus mal. S'ajoute l'impression que la société libérale ne tient plus sa promesse selon laquelle chacune et chacun, en s'en donnant la peine, peut gravir l'échelle sociale et mener une vie satisfaisante. D'après Carolin Amlinger et Oliver Nachtwey, celles et ceux qui se sentent laissé-e-s pour compte adoptent une pensée à somme nulle: dans cette conception, il n'y a en quelque sorte qu'un seul gâteau. Plus on est à le manger, plus les parts se réduisent. Les personnes qui pensent ainsi se jugent alors menacées par les groupes auxquels elles ne s'identifient pas. Autant de «groupes extérieurs» dont la situation s'est apparemment améliorée grâce à une politique d'égalité ou d'intégration, par exemple des femmes ou des personnes issues de l'immigration. Les groupes en question passent pour des parasites et pour une concurrence autour du gâteau. En même temps, celles et ceux qui se perçoivent comme laissé-e-s à la marge ressentent une méfiance grandissante envers les partis et institutions politiques établis. Elles et ils leur attribuent la responsabilité de cette situation difficile. Et ont le sentiment de se voir imposer des règles de vie au nom de la protection des minorités ou du climat, que ce soit avec l'interdiction des pailles en plastique, le retrait de la circulation des véhicules trop anciens ou l'usage d'un langage non genré. De vertical, un conflit de répartition devient ainsi

horizontal et les craintes liées au statut social se muent en lutte culturelle. Deux aspects qui vont de pair avec une critique ouverte de l'État et des institutions démocratiques telles que la Constitution.

C'est là qu'interviennent les partis populistes de droite: ils instrumentalisent les peurs liées au statut social ainsi que les sentiments de manque et de privation, et ils les valident. Ils proposent en même temps des récits qui détaillent ces expériences de manière simple et accessible, ils les intensifient politiquement. David Weisstanner de préciser: «Ces partis parlent de la pression subie par celles et ceux qui travaillent dur. Ils désignent comme ennemi-e-s toutes et tous les autres qui, selon eux, en font moins et profitent quand même de la société, par exemple via l'aide sociale ou les retraites versées par l'État.» Les discours tournent invariablement autour du statut social et de la reconnaissance. Les personnes issues de l'immigration sont désignées en particulier comme une menace, qualifiées de profiteuses responsables de la présumée mauvaise situation. De quoi nourrir les craintes liées au statut social. Celles et ceux qui se sentent déconsidéré-e-s pensent alors qu'on les prend au sérieux, qu'on représente leurs intérêts. «Les partis populistes de droite s'ingénient aussi à dévaloriser le statut des 'hors groupes', ce qui donne à leurs propres électrices et électeurs un sentiment subjectif de supériorité», note le politologue.

Lutte culturelle contre juste répartition

Les partis populistes de droite exploitent de plus en plus la méfiance vis-à-vis des institutions démocratiques. Ils la reprennent et la renforcent en dénigrant la justice, les médias libres, le parlement, voire les organisations de la société civile, sapant ainsi méthodiquement la confiance à leur égard. La rhétorique populiste de droite recourt à une critique constante des soi-disant élites qui dirigent le pays >>>



» et seraient à l'origine de tout ce qui va mal. Qui remarque que les dirigeants de partis populistes de droite font souvent partie de cette élite? «Cet aveuglement montre à quel point le recadrage de la lutte pour la redistribution en une lutte culturelle fonctionne bien», conclut David Weisstanner.

Le plus frappant est que, bien que les inégalités économiques constituent le terreau de leur essor, les partis populistes de droite restent d'habitude vagues et contradictoires en ce qui concerne leur politique économique et sociale. Dans un esprit de chauvinisme, ce sont surtout les prestations sociales qui sont défendues contre les «parasites», en Europe. Mais, selon David Weisstanner, «même cette rhétorique n'apporte généralement pas grand-chose aux électrices et électeurs de ces partis, sur le plan matériel.» Il n'existe guère, à ce jour, de preuves visibles qu'une politique populiste de droite améliore vraiment la situation en matière d'inégalités. Au contraire: là où ces partis ont un pouvoir décisionnel, la réalité montre qu'ils soutiennent des pans importants de la politique néolibérale, tels que l'élagage de réglementations ou des baisses d'impôts pour les entreprises et les riches.

Pas de politique sociale, mais des privilèges pour leurs propres cercles

Pour prendre un exemple concret, tournons-nous vers les États-Unis: le gouvernement Trump effectue des coupes claires dans les réglementations – surtout en matière de protection de l'environnement –, cherche à affaiblir un État providence déjà chétif tout en accordant de généreuses baisses d'impôts aux entreprises et aux riches. Cela ne fait qu'aggraver les inégalités économiques. Et, comme le montre aussi le gouvernement Trump, quand des partis populistes de droite se trouvent au pouvoir, ils utilisent souvent leur influence pour favoriser leurs cercles économiques alliés et leurs propres intérêts. Beaucoup de celles et ceux qui ont voté pour Donald Trump par crainte du déclin social semblent obtenir bien peu de résultats tan-

gibles, hormis une politique symbolique et le sentiment d'être écouté-e-s. De surcroît, une guerre culturelle impitoyable contribue à agrandir la fracture entre les différentes couches de la société. Le nombre de perdant-e-s paraît donc augmenter et non diminuer.

Malgré tout, des mouvements comme MAGA ou des partis tels que le Rassemblement national, l'AfD et le FPÖ³ remportent de plus en plus de succès. On dirait que leurs incohérences et contradictions passent inaperçues ou ne jouent aucun rôle, tout comme les dommages dus à leur politique. À l'inverse, ces mouvements et partis étendent leur influence et font avancer leur projet d'une société ethniquement exclusive, dotée de structures autoritaires. Mais comment faire barrage aux partis populistes de droite?

Contenir le néolibéralisme, renforcer la participation

Même si David Weisstanner, John Brown, Carolin Amlinger et Oliver Nachtwey se consacrent avant tout à analyser la situation, elle et ils proposent quelques pistes sous forme de contre-mesures. John Brown juge qu'il faut d'abord contenir le néolibéralisme afin d'assécher le terreau si fertile pour le populisme de droite. Pour y parvenir, selon lui, la démocratie doit de nouveau primer sur l'économie. On devrait mettre des limites au marché et veiller au bien-être de toutes et tous. Cela implique de redonner de réelles possibilités de participation à une large frange de la population. La démocratie devrait redevenir plus démocratique pour apaiser la rancœur vis-à-vis du système politique. Carolin Amlinger partage ce point de vue. Dans une récente entrevue en langue allemande, elle déclarait: «Le fascisme ne se nourrit pas d'arguments, mais de mythes. Nous avons donc besoin de nouveaux mythes qui donnent envie de participer, notamment parce que ceux du libéralisme ont fait long feu. Le progrès et l'ascension sociale, avec leur notion de croissance expansive, sont devenus irréalistes face aux changements climatiques. Mais que pouvons-nous opposer à cela? Une nouvelle vision de la cohabitation, par exemple?»

David Weisstanner recommande en outre des mesures concrètes, qui apportent des améliorations visibles pour la population. Il cite, entre autres, les investissements dans les infrastructures ou les services publics. Les partis établis doivent prendre conscience qu'une politique d'austérité rigoureuse a des conséquences négatives. Le chercheur estime que les milieux politiques doivent se rapprocher, se rencontrer et instaurer un véritable dialogue. Il est urgent d'écouter celles et ceux qui ont des opinions différentes, prendre au sérieux leurs craintes liées au statut social, sans pour autant leur donner raison ni les dévaloriser avec condescendance. «Voilà qui pourrait aider à surmonter la méfiance mutuelle et à élaborer ensemble des solutions, au lieu de mener des batailles culturelles.» •

1 Oliver Nachtwey et Carolin Amlinger, Zerstörungslust: Elemente des demokratischen Faschismus – Was wollen Donald Trump, Elon Musk und ihre Anhänger:innen? (litt. «Soif de destruction: les éléments du fascisme démocratique – Que veulent Donald Trump, Elon Musk et leurs partisans?», inédit en français), éd. Suhrkamp, 2025.

2 L'AfD, Alternative für Deutschland ou Alternative pour l'Allemagne, est un parti politique d'extrême droite allemand connu pour ses positions nationalistes et anti-immigration. (Source: Wikipédia et autres sites web.)

3 Le FPÖ (Freiheitliche Partei Österreichs, ou Parti autrichien de la liberté) est un parti politique autrichien classé à l'extrême droite du spectre politique. (Source: Wikipédia et autres sites web.)

Exclusivement
sur
moneta.ch

Coup de frein dans l'aide au développement

Par Stefan Boss

La Suisse rabote ses dépenses en matière d'aide internationale et elle peine à réduire les inégalités entre riches et pauvres sur son territoire. La mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable devient de plus en plus difficile.



À lire sur:
moneta.ch/coup-de-frein

« Il existe une multiplicité incroyable de savoirs vécus sur l'égalité »

Aux inégalités croissantes dans le monde, la philosophe Jule Govrin oppose une théorie de l'égalité radicale. Elle explique dans cette entrevue en quoi consiste sa théorie, pourquoi le corps marque le point de départ de sa réflexion et comment le soin de la démocratie pourrait se situer au cœur d'une économie différente. Propos recueillis par Katharina Wehrli

Jule Govrin est philosophe et autrice politique. Ses recherches se situent à l'intersection entre la philosophie sociale, la théorie politique, la philosophie féministe et l'esthétique. Elle a récemment été professeure invitée à l'Université libre de Berlin et à l'Institut de philosophie de l'Université de Hildesheim. Elle est aujourd'hui professeure invitée de philosophie pratique à l'Université de Wuppertal, également en Allemagne.



Photo : mäd

moneta : Dans votre dernier ouvrage¹, vous développez une théorie de l'égalité radicale. Qu'est-ce qui vous y a amenée ?

Jule Govrin J'essaie de renforcer la notion d'égalité, précisément parce que les disparités s'aggravent dans le monde. De plus en plus souvent, la notion d'égalité est reléguée au second plan, que ce soit dans les discours politiques ou dans la philosophie. On parle beaucoup de liberté, mais de moins en moins d'égalité. Cela tient aux politiques néolibérales inégalitaires, à ses déclarations sur la responsabilité individuelle. Je voudrais dès lors remettre la notion d'égalité au premier plan. Et je ne parle pas là seulement d'égalité formelle – c'est-à-dire devant la loi –, mais de pratique sociale concrète et vécue. Cela ne consiste pas à viser l'uniformité, mais au contraire à créer les conditions qui permettent aux gens de s'épanouir individuellement et de se rencontrer, en tant qu'êtres égaux et libres.

Votre conception de l'égalité inclut donc la diversité humaine ?

Oui, et je pars du corps, car il recèle aussi bien l'égalité que la différence. Ce qui nous unit est notre condition d'êtres incarnés interdépendants, notre besoin de protection et de soin de la part des autres, notre vulnérabilité. Notre corps contient inévitablement notre différence, fondamentale et précieuse. D'un point de

vue philosophique, je peux voir le corps de deux façons : comme quelque chose qui nous unit, par notre dépendance au soin, et précisément comme la matérialisation de notre diversité intrinsèque.

Est-ce la raison pour laquelle vous avez fait du corps le point de départ de votre théorie ?

Exactement. En même temps, quand je dis que nous devons nous organiser socialement afin de mettre au premier plan le soin de toutes et tous, cela m'amène à une perspective d'économie politique féministe. Ce qui peut inspirer la pratique politique.

Vous établissez dans votre livre une distinction entre une vulnérabilité commune à tous les êtres humains et une autre, « structurelle », qui ne concerne que certains groupes. Pourquoi ?

La vulnérabilité peut, philosophiquement parlant, se concevoir comme un dénominateur commun de la vie humaine, mais elle existe de façon inégale dans la pratique politique : certaines personnes subissent une exploitation accrue et une protection moindre que d'autres. Voilà ce que recouvre à mon sens le terme de « vulnérabilité structurelle ». La vulnérabilité que nous avons en commun ne mène pas directement à une politique égalitaire. Nous devons la traduire en une pratique solidaire, qui s'oppose à l'exploitation et à la vulnérabilité de certaines personnes. Je ne vise pas à concevoir une forme de société idéale, mais plutôt à rechercher – sur la base des structures inégalitaires des sociétés actuelles – des possibilités concrètes de pratiques solidaires et égalitaires.

Pouvez-vous nous donner un exemple ?

Dans le domaine de la politique urbaine, on trouve de nombreuses approches démocratiques, tel que le concept de « ville attentive ». Celui-ci comporte un programme sociopolitique et économique visant à mettre l'accent sur le soin de la démocratie et la transformation socio-écologique. Les villes de Barcelone et Saragosse, en Espagne, ou celle de Rosario, en Argentine, l'appliquent notamment. Un autre exemple plus modeste est la décision climatique de Hambourg, résultat d'une initiative citoyenne. On a affaire ici à des pratiques très concrètes, qui partent de la vulnérabilité des personnes, de leur besoin de soin et de protection – en particulier à cause des effets délétères de la crise climatique. Ces pratiques abordent la transformation socio-écologique de manière collective et participative. Je les vois bel et bien comme égalitaires. >>>

¹ Jule Govrin, *Universalismus von unten: Eine Theorie radikaler Gleichheit* (litt. : « L'universalisme par le bas : une théorie de l'égalité radicale »), Suhrkamp, Berlin 2025.

»» **Le sont-elles?**

Les échecs et les processus d'apprentissage surviennent bien sûr dans de tels projets. Je dirais que la pratique égalitaire se concrétise quand les gens se considèrent comme égaux et libres malgré toutes leurs différences. Quand ils peuvent s'impliquer démocratiquement en toute égalité – comme c'est le cas dans les villes citées précédemment. D'une part, cela signifie que l'égalité, en tant que pratique vécue, est affaire de relations sociales: lorsque les gens se reconnaissent dans leurs différences, apprennent les uns des autres et se rencontrent sur pied d'égalité. D'autre part, cela nécessite des conditions de base égalitaires et des possibilités de participation. On l'a vu à Barcelone, où les autorités municipales dirigées par Ada Colau ont renforcé les initiatives de quartier de façon très ciblée.

Vous avez dit que votre objectif n'était pas de concevoir une forme de société idéale. Pourquoi? N'avons-nous pas justement besoin de nouvelles utopies face aux différentes crises actuelles?

Mon affirmation tient en particulier au fait que je partage, avec d'autres philosophes, un certain scepticisme à l'égard des idéaux. Ils confinent l'égalité dans des approches purement procédurales. Elles conçoivent ainsi un modèle de société qui occulte systématiquement les relations structurelles d'oppression et d'inégalité. Je pense que l'on doit, pour suivre Adorno, commencer à philosopher à partir de la souffrance dans le monde. Alors que les démocraties sont menacées, que les régimes autoritaires ont le vent en poupe et que les inégalités s'accroissent, je voudrais souligner qu'il existe une multiplicité incroyable de savoirs vécus sur l'égalité. Plutôt que de partir en quête d'utopies lointaines, nous pourrions chercher où des politiques égalitaires sont déjà mises en œuvre et en tirer des leçons.

Vous parlez dans ce contexte d'« universalisme par le bas ». Que signifie ce terme? Quel rapport a-t-il avec l'égalité?

L'universalisme est un concept philosophique fortement orienté vers l'égalité, mais qui a malheureusement toujours mené à des exclusions latentes. Avec l'« universalisme par le bas », je souhaite montrer ce qui se passe quand des personnes ostracisées et considérées comme inégales revendiquent l'égalité – une égalité fondée sur la diversité. J'ai repris ce concept de Susan Buck-Morss, qui le mentionne en marge dans le contexte de la révolution haïtienne de 1791. Après la Révolution française, après que la liberté, l'égalité et la fraternité furent devenues les nouvelles aspirations fondamentales de la République, les esclaves d'Haïti ont revendiqué ces idéaux pour elles et eux-mêmes. Cela alors qu'on ne leur accordait même pas le statut de sujets politiques. Leurs revendications ont donné naissance à l'« universalisme par le bas ».

Et maintenant?

Nous assistons parfois à des confrontations féroces entre politiques identitaires et universalisme. Je souligne, dans mon livre, l'aspiration à l'égalité des mouvements politiques identitaires dits « de gauche ». Les mouvements féministes des années 1970 ont ainsi massivement contribué à l'égalisation, à la démocratisation et à la libéralisation des relations sociales. Tout comme des mouvements *queer* militent activement pour l'égalité. En Allemagne, par exemple, des *Christopher Street Days*², ou CSD, ont lieu dans de nombreuses petites localités. Certaines per-

sonnes les considèrent comme des politiques identitaires queer. Or, nous voyons dans les faits que si des groupes d'extrême droite à tendance violente s'en prennent aux CSD, des gens descendent dans la rue pour défendre la diversité vécue de la démocratie. Cette forme d'« universalisme par le bas » s'avère très efficace.

Vous pensez donc que pour atteindre l'égalité et l'universalité, mieux vaut partir du bas?

Exactement. De la même manière que je conçois l'égalité comme une pratique vécue, je considère l'universalisme comme quelque chose qui se conquiert par le bas. C'est déjà flagrant dans l'évolution des droits de la personne depuis 1945. Ceux-ci ont été étendus à plusieurs reprises, notamment grâce à des groupes marginalisés qui ont revendiqué leurs droits. L'universalisme par le bas consiste à signaler et à contester les carences de normes universalistes existantes, puis à en élargir la portée. L'universalisme par le bas est ainsi un mouvement perpétuel.

J'aimerais revenir sur l'importance sociale du travail lié au soin de la démocratie. Vous avez dit que nous devrions nous organiser afin de mettre au premier plan le souci de toutes et tous. Pourtant, on voit généralement l'exact opposé: le travail lié au soin est dévalorisé, il est mal ou pas rémunéré. Pourquoi?

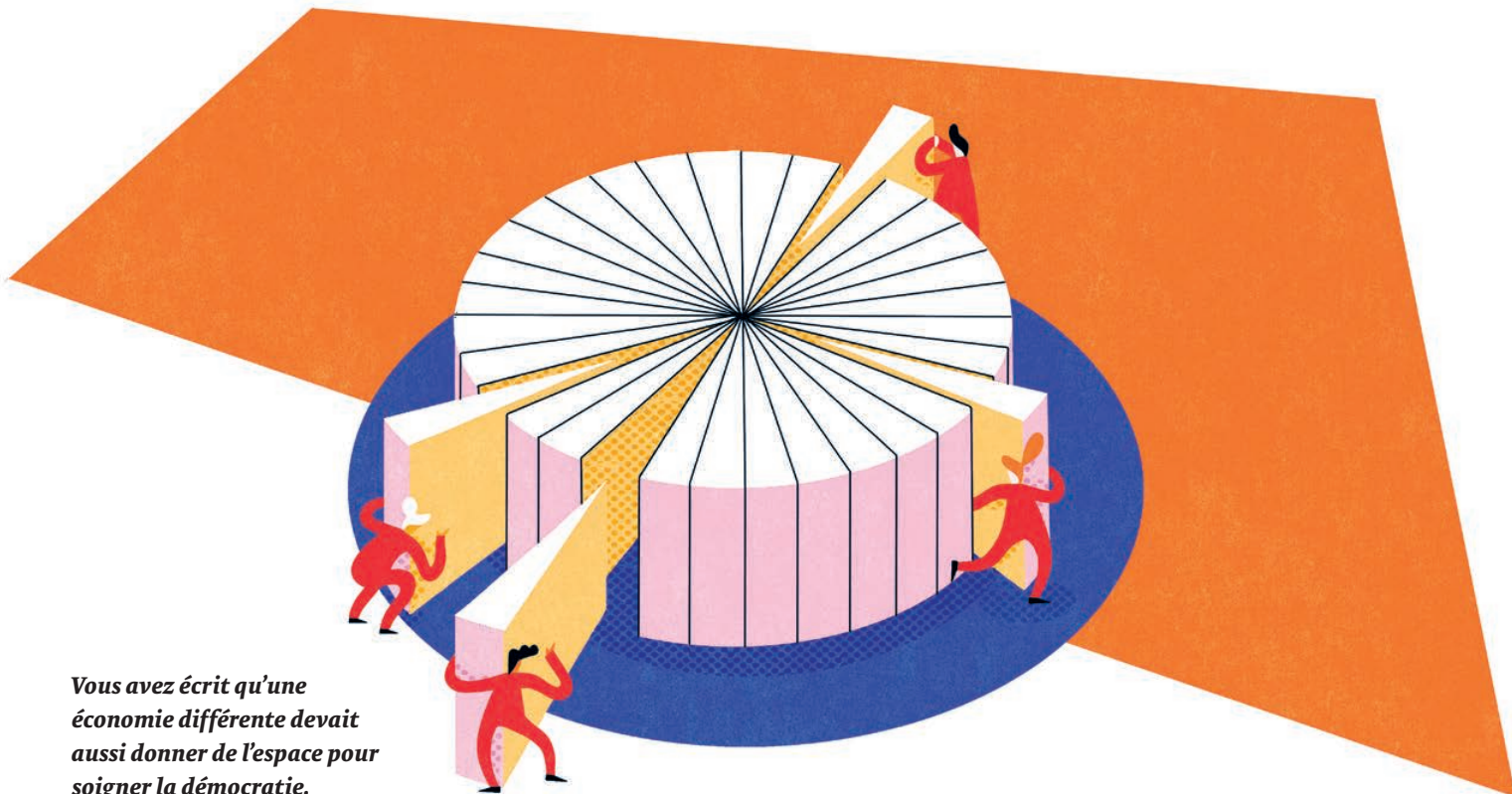
Je pense que la raison, simple, tient à sa très faible rentabilité. D'un côté, le soin de la démocratie maintient de manière subtile la cohésion de la société, ce qui garantit les conditions fondamentales de la vie. D'un autre côté, tirer profit du travail lié au soin s'avère difficile, même si d'aucunes et d'aucuns s'y emploient. L'austérité néolibérale – c'est-à-dire les coupes budgétaires dictées par l'« impératif d'économie » – a pour conséquence de déléguer le soin des structures de l'État social vers les ménages privés ou le secteur privé. En Allemagne, par conséquent les établissements résidentiels pour personnes âgées font actuellement l'objet de spéculations financières. Dès lors, dans l'un des pays les plus riches du monde, des personnes âgées doivent se contenter de bouillon clair et vivre dans des conditions indignes, afin de rentabiliser au maximum le soin.

Comment agir autrement? Comment organiser l'économie différemment à partir du soin de la démocratie?

Une longue tradition d'économie politique féministe existe: elle adopte une approche différente, en demandant que l'économie ne soit pas orientée vers la croissance et le profit. Ce courant de pensée part de l'économie familiale quotidienne et des besoins concrets des personnes. Il met l'accent sur le soin démocratique et le bien-être général, en revendiquant la socialisation du travail lié au soin et une amélioration notable des structures publiques de prise en charge.

Comment assurer le financement?

L'argent est là, ce n'est pas le problème. Rien qu'en Suisse et en Allemagne, deux pays prospères où la répartition des moyens reste toutefois très inégale, on peut imaginer une autre politique fiscale. On pourrait s'intéresser à l'impôt sur la fortune et les successions en Allemagne. Au lieu de cela, on nous inflige du haut vers le bas une austérité avec un rééchelonnement de la dette, ce qui aboutit à la précarisation et fait le lit de partis d'extrême droite et antidémocratiques, comme l'AfD³. La politique d'austérité sape ainsi la démocratie.



Vous avez écrit qu'une économie différente devait aussi donner de l'espace pour soigner la démocratie.

Pouvez-vous nous en dire plus?

On peut travailler sur différents paramètres : par exemple, la socialisation de secteurs vitaux tel que le logement, par le biais de coopératives et d'autres modèles. Un angle différent serait la semaine de quatre jours, qui laisserait aux gens davantage de temps pour s'engager démocratiquement. On peut aussi penser à plusieurs possibilités de « démocratisation de la démocratie », comme les conseils citoyens qui incitent à une plus grande participation. Ces manières de soigner la démocratie contribueraient à consolider nos sociétés, surtout en cette période d'attaques violentes contre la démocratie par des forces de droite, autoritaires, voire ouvertement fascistes. Les craintes et le sentiment de crise qui alimentent ces forces vont, selon moi, de pair avec la menace existentielle liée à la crise climatique. Or, quand les citoyennes et citoyens peuvent aborder la transformation socio-écologique de manière collective et égalitaire, cela renforce aussi la démocratie. Nous le constatons par exemple lorsque la population s'unit pour rendre des villes résistantes aux changements climatiques, lorsqu'elle peut se poser des questions comme « où avons-nous besoin de plus d'arbres, d'une meilleure protection contre la chaleur dans notre quartier? » Voilà qui peut sembler insignifiant, mais, dans les faits, notre pratique politique doit commencer là où nous nous trouvons, où nous vivons. Énormément de choses apparaissent aujourd'hui dans beaucoup d'endroits différents, avec de nombreuses connaissances.

Étant donné les tendances autoritaires actuelles, qu'est-ce qui vous donne à espérer que ces mouvements égalitaires pourront se renforcer?

En ce moment, cultiver un optimisme stratégique constitue la priorité. Je ressens de l'espoir devant ces pratiques égalitaires,

2 Le *Christopher Street Day* (CSD) est une célébration de la communauté LGBTQ+, qui commémore les émeutes de Stonewall de 1969 à New York. Ces événements prennent souvent la forme de défilés qui visent à promouvoir la visibilité et l'égalité des droits pour les personnes LGBTQ+. (Source: Wikipedia et autres sites web.)

3 L'AfD, ou «Alternative pour l'Allemagne», est un parti politique d'extrême droite allemand connu pour ses positions nationalistes et anti-immigration. (Source: Wikipédia et autres sites web.)

en les voyant émerger en de nombreux endroits différents. Un mouvement concerté devrait se prendre position explicitement contre les forces antidémocratiques, de droite, autoritaires et fascistes, et s'opposer très clairement à la politique d'austérité. Il devrait aussi proposer des visions d'avenir pour les sociétés démocratiques.

Et comment percevez-vous votre rôle de philosophe dans ces débats politiques?

Ma pratique philosophique prend la forme d'interventions dans les discours libéraux actuels, avec une approche égalitaire et transformatrice. Je présente une sorte de contre-récit et une délimitation de l'imagination politique. Nous vivons depuis des décennies sous le joug du dogme néolibéral, qui ne laisse place à aucune alternative. Cette croyance s'est inscrite en nous comme un genre d'instinct, de sentiment d'impuissance ou d'incapacité à agir. Un sentiment que l'essor des forces autoritaires a encore accru. Je crois d'autant plus important de nous rappeler mutuellement que nous avons toujours pu nous organiser différemment, de manière égalitaire et libre. •

Une planète à découvrir

Par Roland Fischer

Depuis près de 20 ans, un astre gravite discrètement dans le Petit-Bâle, à l'écart des lumières de la ville. Planet13 illumine pourtant le quotidien de celles et ceux qui s'y retrouvent, en leur offrant l'accès à des services numériques.



À lire sur:
moneta.ch/planet13-fr

Exclusivement
sur
moneta.ch

Une société sans classes ?

Pourquoi y a-t-il encore des classes dans les trains ? Pourquoi trouve-t-on plusieurs catégories de prix au théâtre ? Intéressons-nous à ces systèmes d'inégalité qui, bien que discrets, font partie de notre quotidien et fractionnent notre société.

Texte: Roland Fischer

Une société sans classes sociales : tel était le joli rêve du marxisme. Il ne s'est concrétisé nulle part, pas plus en Union soviétique qu'à Cuba ou en Chine. Chez nous, bien que les castes rigides comme en Inde aient disparu, il subsiste pourtant – ou justement pour cette raison ? – des systèmes d'inégalités qui, partout, instaurent distinction et catégorisation. Que ce soient des classes dans le train ou l'avion, des catégories au théâtre ou au stade, on se voit « classé » sitôt qu'on passe à la caisse. Seuls le pain, un ordinateur portable ou une coupe de cheveux coûtent le même prix pour tout le monde. Et encore...

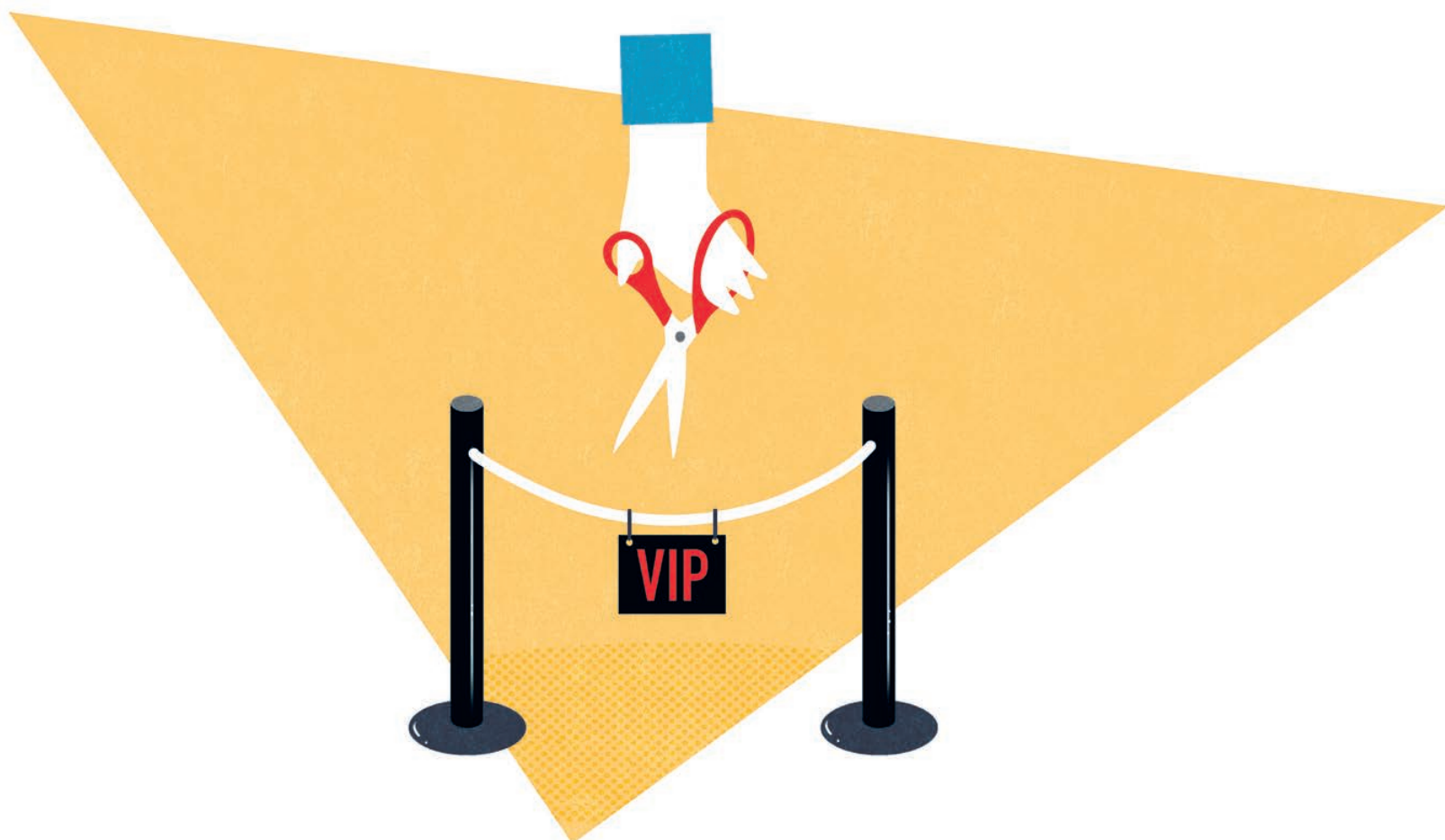
Reflet des inégalités sociales

Les classes dans le train racontent une histoire intéressante. Au début du chemin de fer, la mise à disposition de wagons dotés de différents niveaux de confort n'était pas motivée par des considérations économiques, mais par des nécessités sociales. La division en classes allait de soi, dans la société hiérarchisée du 19^e siècle. Si l'on observe attentivement les inégalités sociales, on constate qu'il y

avait non pas deux, mais quatre classes. Notons au passage que les places les moins chères contribuaient largement au résultat d'exploitation, puisqu'elles représentaient 80 à 90 pour cent des recettes. La demande n'a cessé de diminuer, en particulier pour la première, avec l'essor de l'automobile et le déclin des hiérarchies sociales au tournant du siècle. Les compagnies ferroviaires ont alors fait leurs calculs et estimé que la 4^e classe était trop bon marché. Une réorganisation s'est imposée au milieu du 20^e siècle : la Conférence européenne des horaires des trains de voyageurs a décidé que, dès l'entrée en vigueur de l'horaire d'été 1956, le système à deux classes constituerait la norme européenne. Seuls le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la Grèce et la Turquie ont conservé trois classes quelques années. L'histoire vient de rétro-pédaler avec l'émergence du transport ferroviaire à grande vitesse. Le Frecciarossa italien est même revenu à quatre classes.

Les poches pleines, on peut payer un peu plus

Cette gradation est bien répandue dans le domaine du transport aérien. En économie d'entreprise, on appelle « différenciation des prix » ou « différenciation des produits » l'échelonnement de prix pour une prestation analogue (ici, un trajet de A à B). On le retrouve jusqu'au rayon des shampoings. Celles et ceux qui ont davantage de moyens sont théoriquement disposé-e-s à payer un peu plus. Le fait que dans les trains à grande vitesse, les classes portent des noms similaires à ceux qu'utilise le transport aérien (« business » ou « executive ») souligne le caractère – désormais implicite, mais non



moins perceptible – de la société de classes : dans certains milieux, on préfère rester entre soi.

Qui subventionne qui?

De l'opéra au stade de foot, les diverses catégories de prix correspondent à des services plus ou moins privilégiés. Les loges d'opéra proposent des fauteuils rembourrés et une vue imprenable, tandis que les places VIP du stade promettent une expérience gastronomique ou la rencontre de célébrités. À l'inverse, dans bien des opéras, les places les moins chères se trouvent si haut, si près ou si loin de la scène que l'on ne la voit pas en entier. On imagine ce que devait être jadis la quatrième classe dans les trains, qui n'offrait à peu près que des places debout, synonymes de voyage plutôt désagréable. D'un point de vue économique libéral (et quelque peu arrogant, aussi), ce serait là une concession faite aux personnes moins fortunées : la différenciation des produits permettrait que même les moins riches puissent profiter d'une musique élitiste ou d'un voyage en train, en principe luxueux. Les classes formeraient ainsi une institution démocratique bénéficiant aux plus pauvres (ou aux plus économes). Une telle perspective suppose que si l'on abolissait la première classe, le prix de la deuxième classe augmenterait.

La pétition suisse en faveur de la suppression des classes dans les transports en commun, récemment lancée, présente la situation sous un autre angle : « Pour qui prend les transports publics à l'heure de pointe, il y a une absurdité impossible à ignorer : en deuxième classe, on voyage souvent debout, serrés comme des sardines, alors que derrière une porte vitrée, en première classe, c'est le vide béant.¹ » Les pétitionnaires affirment que la 2^e classe subventionne la 1^{re} : selon un document interne des CFF, la surface utile en 2^e classe génère 1,7 fois plus de recettes qu'en 1^{re}. Qu'en est-il réellement? Tout dépend du nombre de wagons que l'on peut accrocher à la locomotive.

Prix dynamiques, prix injustes?

Et si l'on revenait au prix du pain ou d'un ordinateur portable? Les choses bougent depuis peu, avec le mot-clé «tarification dynamique». Et là aussi, l'Histoire fourmille d'enseignements. À l'époque prémoderne, le «dynamique» prévalait, les prix des biens de consommation étant fixés par des négociations (ou marchandages) entre les parties prenantes. Ce n'est qu'à partir des années 1870 que l'on a commencé à étiqueter le prix des biens de consommation. La règle suivante s'est imposée : un produit, un prix. Le retour actuel à la fluidité – en particulier dans la sphère numérique – ne plaît toutefois pas aux consommatrices et consommateurs. Elles et ils trouvent généralement inéquitables ces systèmes de prix «dynamiques», adaptés à l'offre et à la demande. Mais ne devrions-nous pas avoir depuis longtemps l'habitude de tels systèmes, avec EasyJet et consorts? Et devraient-ils vraiment nous déplaire à ce point? Les places les plus chères chez EasyJet n'offrent même pas davantage de confort ou un meilleur service : elles ne tiennent qu'à la chance de celles et ceux qui ont pu réserver tôt ou de la malchance de celles et ceux qui se décident au dernier moment.

1 www.bluewin.ch/fr/infos/suisse/et-si-lon-supprimait-la-1ere-classe-pour-avoir-plus-de-place-dans-le-train-2980761.html

Bientôt une tarification par la surveillance?

La tarification dynamique tournerait au cauchemar si elle se mettait à exploiter pleinement les possibilités offertes par le numérique : on parle dans ce cas de «tarification par surveillance» (surveillance pricing). Ce genre de tarification dynamique tient compte aussi des données personnelles des consommatrices et consommateurs. La localisation, les données démographiques, le comportement de navigation ou la situation financière peuvent peser lourd. Assiste-t-on au retour du bazar et du marchandage? Dans certains pays, il est encore d'usage de fixer le prix en fonction de l'épaisseur (présumée) du portefeuille. Un-e touriste d'apparence aisée ne paiera sans doute pas son café au même prix que l'autochtone dans un bar de Palerme. Trouvons-nous cela inéquitable, ou alors justifiable aux fins de préserver la communauté locale? La tarification dynamique pourrait-elle devenir un outil de «taxation» équitable via la politique des prix? Faire explicitement grimper l'addition pour celles et ceux qui peuvent payer plus : si l'algorithme considère que vous avez davantage de moyens pour acheter un nouvel ordinateur portable, son prix augmentera automatiquement. Et si vous êtes notamment sans le sou, les prix affichés baisseront. Un système de reconnaissance faciale performant pourrait proposer la même chose en magasin, ce qui s'avérerait très rentable sur le plan financier... pour la boutique. Mais les consommatrices et consommateurs les plus vulnérables en feraient les frais – ce qui, du reste, s'avère la norme dans l'économie d'extraction numérique où nos données constituent des ressources à exploiter. Rien n'indique que les têtes pensantes de la Silicon Valley souhaitent changer quoi que ce soit aux rapports de force établis. Un tel bazar économique libéral serait, évidemment, tout le contraire d'une société dépourvue de classes. •

À peine arrivés, on leur a tendu des bottes

Par Esther Banz

En Suisse, jusqu'à la fin des années 1980 au moins, des enfants ont été obligés de travailler dans des fermes et des institutions. Christian Tschannen a été l'un d'eux. Son parcours est emblématique de l'histoire sociale récente de la Suisse, parsemée d'inégalités. Avec des répercussions jusqu'à aujourd'hui.



À lire sur :
moneta.ch/tschannen-fr

Exclusivement
sur
moneta.ch

LES PAGES DE LA BAS

LE COMMERCE ÉQUITABLE DÉPEND D'UN FINANCEMENT STABLE

Les aliments issus du commerce équitable, par exemple le café et le cacao, améliorent les conditions de vie dans les pays de production. Toutefois, pour vraiment changer les choses, il faut payer le plus rapidement possible après la récolte. Voilà ce que fait la coopérative Fair2C, dont le Fonds d'innovation de la BAS a acquis des parts sociales.

Texte: Pieter Poldervaart

On paie un prix légèrement plus élevé quand on achète des bananes, du café, du chocolat ou d'autres aliments provenant de pays du Sud et issus du commerce équitable. La différence permet aux productrices et producteurs de toucher un revenu leur assurant une existence décente. Cela n'est toutefois possible que si elles et ils peuvent vendre la plus grande partie de leur récolte via le commerce équitable. Or, la plupart du temps, la prime leur est versée pour un ou deux tiers de leur production, le reste étant écoulé dans la filière classique. L'une des raisons en est le décalage entre la récolte et sa vente. Les caféicultrices et caféiculteurs sont généralement membres d'une coopérative locale, qui réceptionne les grains de café fraîchement cueillis. Ceux-ci sont ensuite triés, nettoyés, emballés, puis expédiés. À cela s'ajoutent des analyses de qualité qui prennent du temps. «Les négociant-e-s en café d'Europe et des États-Unis ne paient le café vert que lorsqu'il se trouve dans un porte-conteneurs.» Plusieurs mois peuvent avoir passé depuis la récolte», explique Marie-Noëlle Jerschke, partenaire chez FairCapital SA. Pendant tout ce temps, la productrice ou le producteur attend souvent d'être payé-e. Il lui manque alors des moyens financiers pour subvenir à ses besoins, ainsi que pour acheter du matériel ou des plants. Le changement climatique aggrave le problème, en obligeant à acquérir de nouvelles variétés de plantes utiles, à introduire l'agroforesterie, à diversifier les cultures ou à investir dans des systèmes d'irrigation. Voilà pourquoi une partie de la récolte doit être vendue à un prix inférieur et sans label à des intermédiaires conventionnels.

Les paiements rapides sont rares

Une solution consisterait à préfinancer la récolte. Certaines et certains grossistes en café – dont des importatrices et importateurs suisses – l'ont déjà mis en place, mais ce préfinancement ne concerne en règle générale qu'une partie de la récolte. D'après Mme Jerschke, «les entreprises veulent éviter d'immobiliser beaucoup

de capital. En outre, le préfinancement ne constitue pas leur activité de base, en particulier dans des pays où le système bancaire est peu développé. Sa société, FairCapital SA, dont le siège se trouve en Suisse, cherche depuis 2020 à remédier à ce problème. Elle s'est spécialisée dans le financement intermédiaire du commerce équitable. Quand la direction de FairCapital a parlé de son activité quotidienne à son entourage, plusieurs personnes ont souhaité s'impliquer. «Nous avons donc décidé de ne pas nous adresser seulement aux investisseuses et investisseurs institutionnel-le-s, mais aussi aux gens qui aimeraient investir plus modestement», ajoute Mme Jerschke. C'est dans cet objectif que la coopérative Fair2C est née en 2021. À ce jour, Plus de 80 personnes physiques et morales ont souscrit au moins une part sociale de 5000 francs. Outre la caisse de pension Abendrot, axée sur la durabilité, la BAS participe à Fair2C par le biais de son Fonds d'innovation, qui détient dix parts sociales. Mme Jerschke souligne que «l'engagement de la BAS a contribué à mettre la coopérative sur les rails».

Des études préliminaires professionnelles

Fair2C bénéficie du travail en amont de FairCapital SA. Cette grande sœur s'occupe d'identifier les coopératives locales adéquates et de les examiner; elle conclut les contrats et vérifie les flux financiers. Au lieu de payer jusqu'à 18 pour cent d'intérêt – comme il est d'usage dans le secteur –, les coopératives locales en versent en moyenne environ 10 pour cent pendant les deux ou trois mois qui précèdent le paiement par la ou le grossiste. L'obligation pour la négociante ou le négociant en café de régler l'achat directement à Fair2C contribue à abaisser le taux d'intérêt tout en réduisant le risque de crédit. Afin d'améliorer autant que possible la sécurité des petites investisseuses et petits investisseurs, FairCapital incite le conseil d'administration de Fair2C à investir exclusivement dans des coopératives locales avec lesquelles l'entreprise travaille depuis plusieurs années. «Nous pouvons toutefois refuser des propositions et sommes aussi libres de changer de prestataire», indique Christine Hofstetter, membre du comité directeur de Fair2C et active depuis des années dans le domaine de l'investissement à impact social.

Priorité à l'Amérique latine

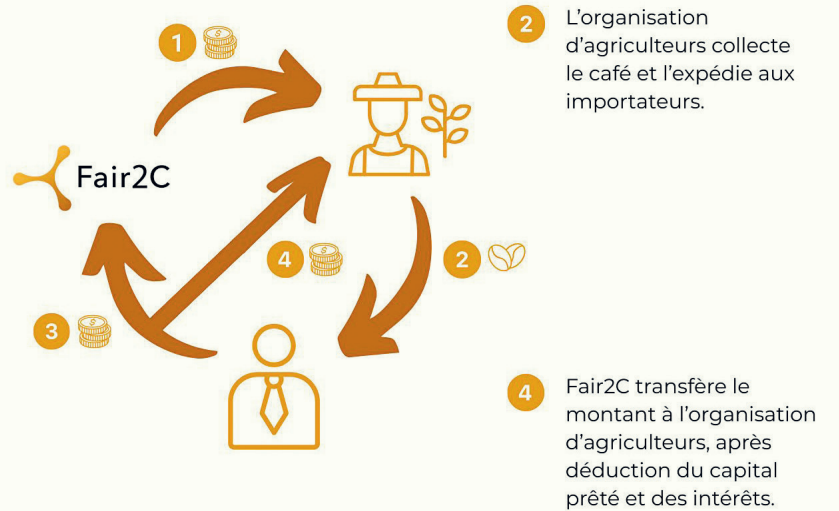
Selon la marche des affaires, les coopératrices et coopérateurs reçoivent jusqu'à 3 pour cent de dividende sur leur capital, qu'elles et ils peuvent récupérer avec un préavis de six mois. Mme Hofstetter précise que pour le moment, Fair2C a fait de la publicité uniquement dans



Photo et illustration: Fair2C

Mateo, au Guatemala, cultive le café depuis toujours, tout comme ses parents avant lui. Depuis 14 ans, il est fier d'être membre de la coopérative Asobagri.

- 1 Une organisation d'agriculteurs est approuvée pour recevoir un prêt de Fair2C. Pour accéder aux fonds, elle doit présenter des contrats commerciaux signés avec des importateurs de café. Une fois les contrats validés, Fair2C procède au décaissement des fonds.
- 3 Après quelques semaines, les importateurs versent à Fair2C le montant convenu pour le café.



son cercle de connaissances, faute des moyens nécessaires pour un marketing professionnel. Elle cherche toutefois à se développer, car plus ses capitaux seront importants, plus elle aura de poids afin de promouvoir le commerce équitable grâce au préfinancement des récoltes. Même les coopératives locales avec lesquelles Fair2C collabore ne vendent que 20 à 65 pour cent de leur café avec la prime du commerce équitable, le reste étant écoulé au prix standard.

Fair2C travaille actuellement dans une zone géographique restreinte. «Nous œuvrons dans cinq pays d'Amérique centrale et du Sud, et nous nous limitons pour le moment au café», complète Marie-Noëlle Jerschke. Les coopératives de ces régions sont stables et constituent des partenaires commerciaux fiables. Aucun incident de crédit ne s'est produit à ce jour. La société FairCapital SA a les reins plus solides. Elle est en outre présente dans cinq pays africains, où elle finance aussi des aliments comme les fèves de cacao et les noix de cajou. Son portefeuille englobe plus de 60 coopératives locales.

Alors que FairCapital SA a disposé de plus de 30 millions de francs au cours du dernier exercice, Fair2C a investi environ un million, en utilisant les fonds plusieurs fois par an sous forme de prêts à court terme. «Notre impact est calculé sur la base de la prime annuelle de commerce équitable, qui a atteint 287 650 francs à la fin de l'exercice précédent grâce à notre préfinancement», énonce Mme Hofstetter. Outre le financement intermédiaire, la coopérative aimerait œuvrer à la sensibilisation des consommatrices et consommateurs helvétiques aux atouts du commerce équitable. Elle organise à cette fin des événements – par exemple dans des ateliers de torréfaction – pour présenter les produits, expliquer le système de préfinancement et recruter de nouveaux membres. Christine Hofstetter s'en réjouit: «Ce type de communication personnelle a prouvé son efficacité lorsqu'il s'agit de démontrer l'impact direct de notre travail.»

Informations supplémentaires sur fair2c.ch

VOUS POUVEZ SOUTENIR DES PROJETS PORTEURS DE SENS

En quoi le Fonds d'innovation est-il nécessaire ?

La BAS a fondé en 1997 l'association indépendante Fonds d'innovation. Elle vise à soutenir des projets et entreprises durables qui, selon les dispositions réglementaires, ne peuvent pas (encore) obtenir de crédit bancaire ou manquent de fonds propres. Depuis 2025, le Fonds d'innovation met l'accent sur la promotion de jeunes entreprises durables qui se sont engagées dans une démarche d'entrepreneuriat responsable et misent sur des modèles innovants tels que la propriété responsable (steward-ownership). Chaque année, le Fonds d'innovation reçoit entre 80 et 100 demandes, dont six à huit sont retenues.

Souhaitez-vous soutenir le Fonds d'innovation ?

Compte de dons
IBAN CH85 0839 0115 0810 0100 0
Association Fonds d'innovation
Schwengstrasse 12
4438 Langenbruck

Merci de votre soutien !

Informations supplémentaires sur
bas.ch/association-fonds-d-innovation

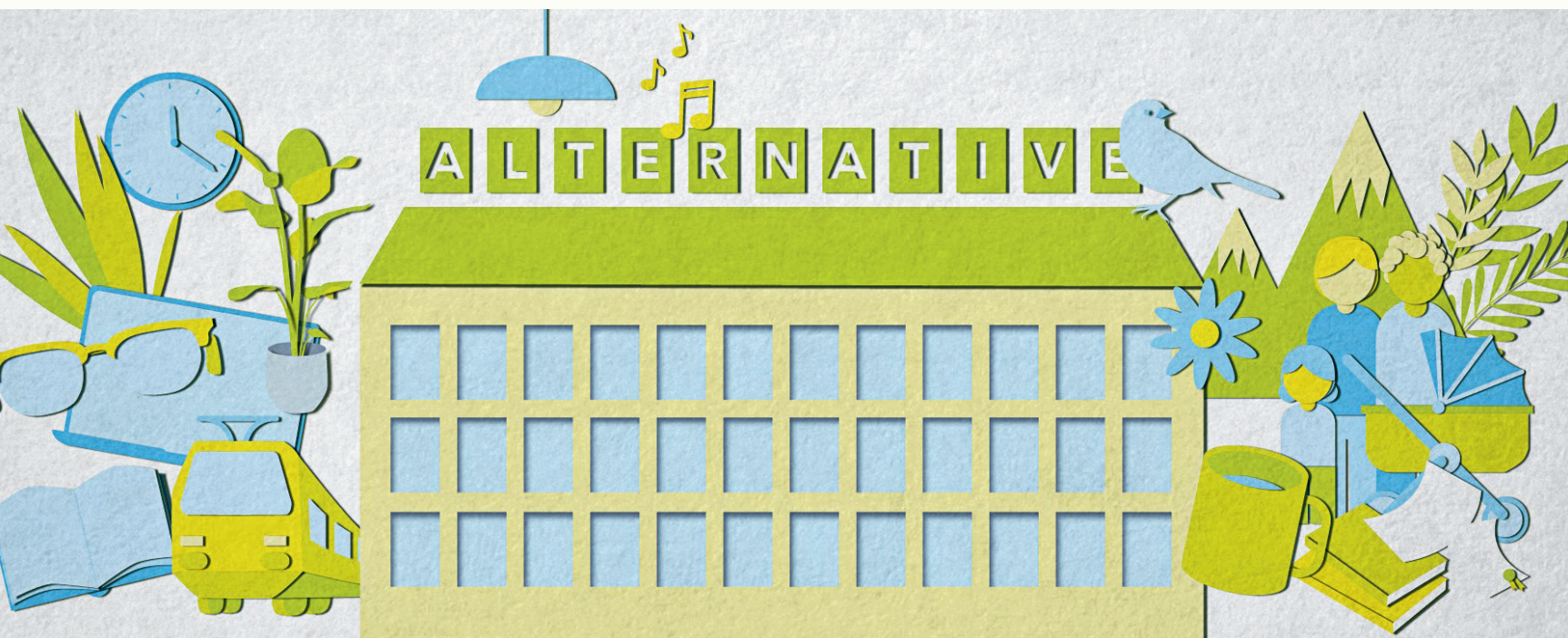


Illustration: artischock.net

UN NOUVEAU MODÈLE DE RÉMUNÉRATION CONÇU DE MANIÈRE PARTICIPATIVE

La BAS a revu son modèle de rémunération en se focalisant sur le barème salarial. Dans cette entrevue, Astrid Blunschli explique pourquoi le nouveau modèle offre davantage de transparence et de possibilités de participation au personnel. Elle révèle aussi pourquoi la Banque est devenue plus attractive sur le marché du travail. Titulaire du rôle Développement organisationnel, Astrid Blunschli a contribué à l'élaboration du nouveau modèle. Elle dirige par ailleurs le cercle du personnel de la BAS.

Texte: Simon Rindlisbacher

Pourquoi la BAS a-t-elle changé son modèle de rémunération ?

Astrid Blunschli Précisons d'abord qu'il se compose de trois parties: le barème salarial définit la façon de calculer les salaires. Ensuite, le volet «rémunération» traite des prestations exceptionnelles que le personnel de la BAS reçoit en plus de son salaire. Il peut s'agir d'allocations BAS pour enfants, d'indemnités de repas ou de participations à un abonnement de transports publics. La troisième partie concerne les processus de rémunération, lesquels établissent qui détermine les salaires ainsi que la manière de développer le modèle. La révision a mis l'accent sur le barème salarial, car l'ancien système - baptisé ABAKABA - était devenu obsolète. Son calcul des salaires s'avérait complexe et difficile à comprendre, donc plus assez transparent à nos yeux. Nous avons égale-

ment revu les processus de rémunération, en premier lieu afin de les intégrer dans le nouveau modèle sociocratique de direction et d'organisation de la collaboration. Nous n'avons pour le moment rien changé aux prestations exceptionnelles, puisque nous offrons des conditions de travail attrayantes et nous situons déjà, de ce fait, en très bonne position dans ce domaine.

Comment avez-vous procédé pour la phase de développement ?

Nous avons invité toutes les collaboratrices et tous les collaborateurs à soumettre leur candidature ou à en proposer d'autres pour participer au projet. Nous avons ensuite sélectionné sept personnes parmi celles qui avaient été nommées afin de former un groupe de travail, de manière à représenter les principaux cercles et toutes les régions où la BAS est implantée. J'en ai fait partie. Une société de conseil externe a accompagné tout le projet. Nous avons commencé par déterminer ensemble ce qu'il fallait améliorer. Nous nous sommes également demandé ce que la BAS devait rémunérer. À partir des réponses, nous avons défini les principes du nouveau modèle de rémunération, lesquels nous ont plus tard servi de base pour l'élaboration effective. Nous avons aussi tenu compte des commentaires des différents organes de la banque, par exemple le conseil d'administration, la direction générale ou la commission du per-

Astrid Blunschli dirige le cercle du personnel de la BAS et coordonne son développement organisationnel. Dans cette entrevue, elle décrit le processus qui a précédé l'introduction du nouveau modèle de rémunération.

sonnel. Nous avons régulièrement discuté de nos propositions avec ces organes ainsi qu'avec d'autres rôles spécialisés et d'encadrement.

Comment fonctionne le nouveau barème salarial ?

Tout comme l'ancien barème ABAKABA, le nouveau repose sur le principe «à travail égal, salaire égal». Un salaire de référence est désormais établi pour chaque rôle dans la Banque. Le niveau de responsabilité et de spécialisation requis pour ce rôle est déterminant. Le salaire de référence définit le revenu individuel de chaque collaboratrice ou collaborateur, dans une fourchette de plus ou moins dix pour cent du salaire de référence. Le classement dans cette fourchette dépend de l'adéquation avec le rôle, de l'expérience à la BAS ainsi que des connaissances supplémentaires utiles à la Banque.

Cela ressemble à l'ancienne version : détermination du salaire par le rôle et l'adéquation de l'expérience. Qu'est-ce qui a vraiment changé ? Qu'est-ce qui caractérise la nouvelle ?

Le nouveau barème offre une manière bien plus transparente de calculer les salaires. Le salaire de référence – c'est-à-dire la base fixe qui découle du rôle, et non de la personne – représente une part plus importante du salaire total. La part variable, en revanche, est clairement restreinte. Le nouveau barème salarial de la BAS continue de ne prévoir aucune prime et de respecter un écart maximal de 1:5 (il a été de 1:3,4, en 2025). Une autre innovation tient au comité de rémunération, qui examine et peaufine continuellement le modèle de rémunération. Il se compose d'un-e représentant-e du cercle du personnel, d'un-e représentant-e de la commission du personnel et de quatre autres collaboratrices ou collaborateurs de la BAS au maximum. Cet organe est l'un des points de contact auxquels les collaboratrices et collaborateurs peuvent s'adresser en cas de désaccord quant au salaire.

De quelles possibilités dispose le personnel dans ce cas ?

La première question consiste toujours à savoir si l'insatisfaction d'une personne repose sur la classification de son rôle en ce qui concerne la responsabilité et l'expertise, ou sur la classification individuelle de la partie variable. Dans le premier cas, la personne peut consulter le comité de rémunération, qui réexaminera la classification et recalculera le salaire de référence. Dans le second cas, elle peut s'adresser directement à sa coordinatrice ou à son coordinateur et revoir la classification dans le cadre d'une discussion. Un-e membre du cercle du personnel accompagne ce processus au besoin.

L'introduction du modèle recatégorise chaque rôle au sein de la banque. Chaque personne continue-t-elle à toucher le même salaire ?

Non, certaines ont vu leur salaire augmenter, d'autres ont subi une diminution. Étant donné que nous avons



Photo: Anni & Julian, anni-julian.ch

simultanément relevé le niveau général des salaires, peu de gens ont finalement été concernés par une baisse de salaire. Nous avons pris plusieurs mesures afin d'atténuer autant que possible cette réduction pour eux.

Comment le personnel a-t-il réagi à l'introduction du modèle ?

Les réactions ont été globalement positives. Le salaire reste un sujet très émotionnel et il était évident qu'aucun modèle ne pouvait pleinement satisfaire tout le monde – même si c'était là notre ambition première. Nous avons pu introduire le nouveau modèle sans grande friction, grâce à une communication transparente et détaillée ainsi qu'à une planification minutieuse des processus de transition. Il facilite beaucoup le travail des conseillères et conseillers en ressources humaines. Avoir clarifié les processus nous a aussi permis de rendre la BAS plus attrayante sur le marché du travail.

Dans quelle mesure ?

D'une part, en relevant le niveau général des salaires ; d'autre part, en alignant les salaires de référence au niveau du marché. La BAS continue de grandir, tout comme son équipe. Le nouveau modèle de rémunération nous aidera donc à trouver des spécialistes avec les bonnes compétences et en nombre suffisant. Il demeure essentiel pour la Banque que les personnes qui la rejoignent partagent ses valeurs, mais la conclusion d'un contrat ne doit pas échouer pour des questions salariales. Les premiers retours des candidates et candidats semblent indiquer que la transparence du nouveau processus de fixation, tout comme les rémunérations à la BAS, sont habituellement très bien accueillies et qualifiées de remarquables pour le marché. Nous devons maintenant nous familiariser avec le modèle récemment introduit. La pratique nous montrera ce qui fonctionne ou non, ainsi que les endroits où des ajustements s'avéreront nécessaires.



CONGRÈS ANNUEL DE LA FEBEA À THOUNE: RESTER ÉTHIQUE MÊME DANS LES MOMENTS DIFFICILES

L'activité bancaire éthique va à contre-courant de la tendance politique actuelle. Elle n'est pourtant pas forcément sur la défensive, ainsi que l'a montré le congrès annuel de la Fédération européenne des banques éthiques et alternatives (FEBEA), qui s'est tenu à Thoune le 2 octobre 2025. En matière de placements financiers aussi, la durabilité demeure une priorité pour de nombreuses institutions et personnes. Texte: Pieter Poldervaart

Le sabotage de la démocratie par Trump, la guerre de Poutine, les succès électoraux des populistes en Europe: en ce moment, dans le monde, des sujets tels que la protection du climat, les normes sociales et l'éthique sont à la peine. Dans le secteur financier aussi. La crise peut pourtant donner l'occasion de gagner en visibilité. Voilà ce qu'a montré le congrès annuel de la Fédération européenne des banques éthiques et alternatives (FEBEA), qui s'est déroulé le 2 octobre à Thoune. La Banque Alternative Suisse a organisé et accueilli la conférence. S'exprimant au nom de la BAS et en tant que membre de la direction générale de la FEBEA, Nicole Bardet s'est réjouie de voir les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) s'imposer à l'échelon européen. Hélas, les nouvelles réglementations s'orientent en général vers le plus petit dénominateur commun. Loin de chercher à maximiser leurs profits sous le label ESG, la BAS et d'autres banques éthiques appellent à de meilleures exigences, plus strictes.

« Les droits de la personne ne sont pas négociables »
Pedro M. Sasia Santos, président de la FEBEA, a rappelé dans son discours de bienvenue que dans la nouvelle course à l'armement, les responsables politiques semblent ignorer que la menace qui pèse sur nos moyens de subsistance n'est pas que militaire. Les changements climatiques ont aussi des conséquences effrayantes pour notre avenir. Les inégalités sociales représentent un autre défi planétaire. Les 33 banques, fondations et institutions financières de 17 pays européens regroupées dans la FEBEA souhaitent lutter contre cela, a poursuivi Pedro M. Sasia Santos. Le secteur financier durable a fait preuve de sa rentabilité, de sa résilience et de sa vitalité, malgré un fort vent contraire qui souffle dans le monde politique. « Ne cédon pas au rejet: montrons plutôt quelles alternatives existent », a martelé le président de la FEBEA aux 150 participant-e-s. Les droits de la personne et l'inclusion – en particulier celle des pans vulnérables de la société – sont à l'ordre du jour. Les banques éthiques, avec leur politique d'octroi de crédits, jouent un rôle charnière important entre l'économie et la société.

La relativité des mégatendances

Roger Spindler, du groupe de réflexion Zukunftsinstitut, a pointé la confusion actuelle. Il a esquissé les différentes mégatendances tout en les relativisant, soulignant aussi que chacune d'elles déclenche une réaction et que de

nombreuses évolutions ont déjà atteint leur paroxysme. L'individualisme semble ainsi toucher à ses limites. À l'inverse, la culture du « nous » - c'est-à-dire le partage d'expériences et la recherche de solutions communes - a le vent en poupe. La mondialisation n'est plus un mantra intangible, au contraire ! Le développement ramené à l'échelle locale aboutit à la « glocalisation », mot-valise composé de « globalisation » et « localisation ». Cela pourrait signifier, pour la finance éthique, que les valeurs sociales gagnent en importance et que le financement de l'économie réelle locale compte davantage que les profits fictifs en bourse.

L'éthique reste d'actualité

Marek Hudon, président de l'organisation non gouvernementale Finance Watch, revient sur les années où l'éthique avait encore le vent en poupe dans le secteur financier. « Nous pensions alors avoir gagné », a-t-il lancé, rappelant l'engouement pour l'activité bancaire éthique. Or, les troubles politiques et conflits armés de ces dernières années ne sont pas les seuls à avoir freiné brutalement la durabilité : le lobbying dans les cercles de décision bruxellois y a également contribué. Sitôt qu'il est question d'introduire une nouvelle norme dans le secteur bancaire, des actrices et acteurs de premier plan montent au créneau afin de modeler la réglementation à leur guise, a déploré M. Hudon. Tandis que les banques entretiennent une trentaine de lobbyistes professionnels à Bruxelles, le secteur socio-écologique, représenté par des associations comme Finance Watch ou la FEBEA, n'en compte qu'un.

Marek Hudon reste toutefois optimiste. Ce professeur d'économie montre, dans une étude publiée récemment, que la population nourrit une grande méfiance à l'égard des banques traditionnelles. Les personnes qui confient leur argent à une banque éthique le font davantage par conviction que pour des raisons financières. Quant à celles qui investissent dans des institutions financières alternatives, elles ne le font pas en premier lieu pour leur réputation sociale, mais par motivation écologique ou éthique. « Lorsque les banques traditionnelles édulcorent leur politique de placement durable, les investisseuses et investisseurs cherchent des alternatives, c'est-à-dire nous », conclut M. Hudon. Il serait judicieux de forger des alliances afin de faciliter l'accueil de cette clientèle, par exemple en collaborant avec des associations de consommatrices et consommateurs proches de l'activité bancaire éthique.

Renforcer la coopération au sein de la FEBEA

L'appel à renforcer les réseaux et, par conséquent, l'activité bancaire durable pourrait déboucher sur des projets très concrets. Les participant-e-s au congrès ont peaufiné des suggestions en ce sens dans le cadre d'un World Café. L'une d'entre elles consistait à créer un fonds européen commun afin de répondre avec souplesse aux demandes de crédit urgentes. Et, pour offrir un cadre de travail attractif, l'idée a surgi de proposer aux jeunes collaboratrices et collaborateurs une année de stage dans une banque partenaire à l'étranger, après leur formation. Un échange enrichissant qui profiterait aussi, à terme, à leur employeuse ou employeur.

LES JEUNES REVENDIQUENT UNE ACTIVITÉ BANCAIRE ÉTHIQUE

Les flux financiers constituent un levier décisif afin de contribuer à la durabilité et au progrès social. Hélas, la plupart des gens ne s'intéressent qu'à partir d'un certain âge à la façon de placer leur argent ou à celle dont leur caisse de pension investit leur avoir de vieillesse. « Beaucoup de jeunes manquent de connaissances de base en économie et en finance », déplore Yolanda del Olmo. Conceptrice de produits, spécialisée dans les jeunes entreprises, elle est aussi membre de JóvenesxFiare, une association qui, en Espagne, s'implique pour sensibiliser à une gestion sociale et écologique de l'argent. JóvenesxFiare collabore avec Fiare Banca Etica, filiale de la banque italienne Banca Etica. De jeunes adultes s'engagent bénévolement, donnent des conférences dans des universités ou participent à des tables

rondes consacrées à l'utilisation éthique de l'argent. Seuls les frais de déplacement pour assister à la réunion annuelle et à des événements tels que le congrès de la FEBEA leur sont remboursés. Plus de 70 personnes âgées de 18 à 35 ans travaillent actuellement pour JóvenesxFiare en Espagne. Bien que l'organisation porte un nom inspiré par Fiare Banca Etica, elle ne cherche pas à promouvoir une banque, mais bien une philosophie, comme le souligne Yolanda del Olmo. JóvenesxFiare souhaite toucher les jeunes afin de leur montrer les changements positifs qu'un comportement économique responsable peut apporter à la communauté. Après s'être implantée en Espagne en 2018, l'organisation s'attelle actuellement à la création d'une structure comparable en Italie.

Lors du congrès annuel de la FEBEA, la délégation de JóvenesxFiare a montré que la gestion éthique de l'argent peut aussi intéresser les jeunes.

Photo: Jean-Christophe Dupasquier



BIENVENUE, DANIEL HOFER



Photo: fotofabrik.ch

«La BAS défend depuis plus de 35 ans et avec cohérence des valeurs qui m'ont toujours paru importantes: durabilité, équité, solidarité et transparence», confie Daniel Hofer. Il considère la BAS comme un phare dans le secteur financier, et c'est précisément ce qui l'a incité à postuler auprès de la Banque. Âgé de 44 ans et père de deux enfants, il est entré à la direction générale de la Banque Alternative Suisse le 1^{er} novembre 2025, en qualité de responsable du secteur Services. Le milieu bancaire est déjà le quatrième domaine professionnel

qu'il aborde: il a travaillé en tant que conseiller diplomatique lors de ses études en relations internationales à Genève, puis dans le conseil aux entreprises, occupant aussi des postes de responsabilité. Daniel Hofer a finalement rejoint la compagnie ferroviaire BLS, où il a d'abord dirigé le service commercial, avant de prendre la responsabilité du département mobilité des personnes et de devenir membre de la direction générale. Dès 2018, il a en outre siégé au conseil d'administration de plusieurs filiales. Il est resté fidèle à la compagnie ferroviaire pendant

13 ans en tout. «J'ai alors cherché un autre horizon, que j'ai trouvé à la BAS», glisse Daniel Hofer.

Dans sa nouvelle fonction, outre sa vaste expérience pratique en matière de direction, il apporte un MBA et un Executive MBA en finance et gestion. Il a suivi différentes formations continues sur des sujets comme la gestion du changement, le coaching ou les stratégies commerciales durables. «Je viens à la BAS avec humilité, respect et une grande soif de connaissances», affirme-t-il. Ces traits de caractère représentent sans aucun doute un atout pour ses débuts à la BAS puisqu'il n'a pas d'expérience bancaire. Il s'est déjà fixé ses premiers objectifs: «D'une part, les actions positives de la banque doivent devenir encore plus visibles. D'autre part, toutes les personnes qui partagent les valeurs de la BAS doivent pouvoir nous rejoindre aisément.»

Outre son travail à la BAS, Daniel Hofer est chargé de cours en *Leadership et team-building* à l'école spécialisée en tourisme de l'Oberland bernois, car l'éducation des jeunes lui tient à cœur. Il siège également au conseil d'administration de deux PME qui ont un modèle d'affaires durable.



Photo: Anni & Julian, anni-julian.ch

INVITATION À LA

35^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE LA BAS

**Le samedi 30 mai 2026
à l'AHA (Aeschbachhalle) d'Aarau**

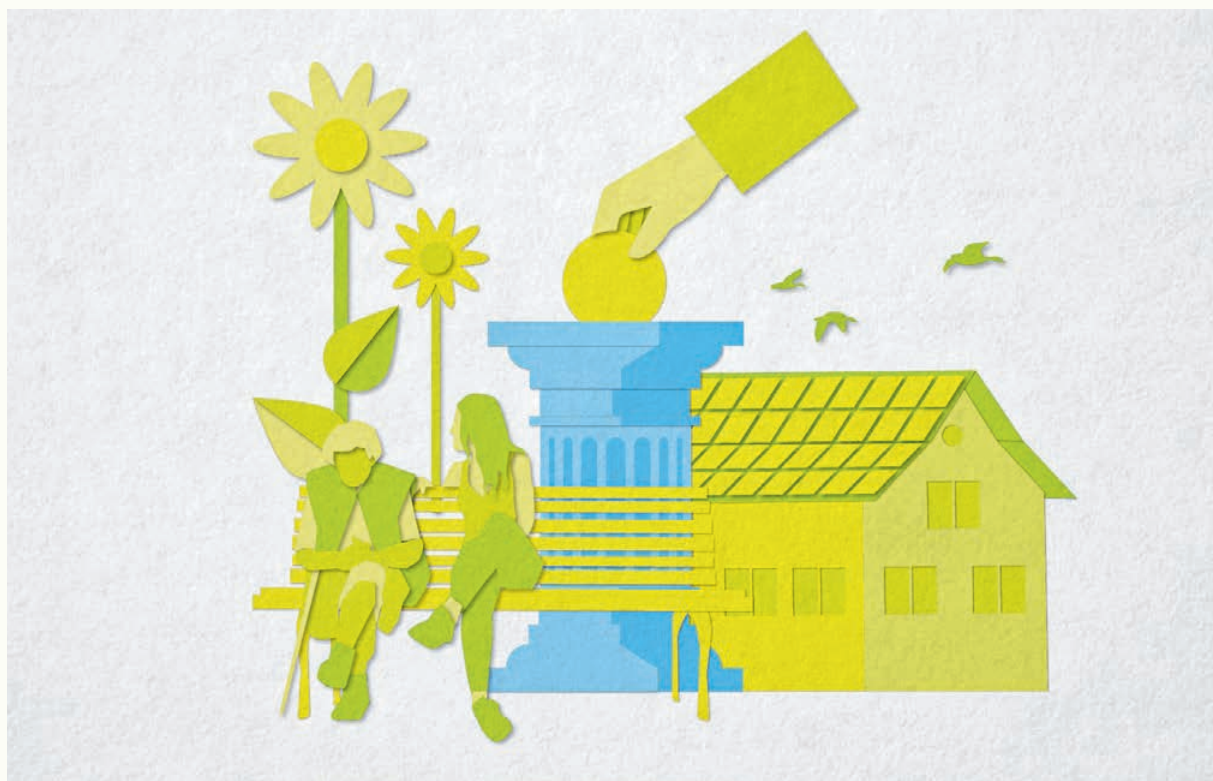
Les actionnaires recevront dans les délais prévus une invitation personnelle, l'ordre du jour détaillé et tous les documents utiles.

Les demandes des actionnaires sont à envoyer par écrit au conseil d'administration le 26 mars 2026 au plus tard (le cachet de la poste fait foi). Seules seront inscrites à l'ordre du jour les demandes qui relèvent de la compétence de l'assemblée générale, conformément à l'article 7 des statuts de la BAS.

Veillez adresser vos questions au sujet de l'AG par courriel à gv-ag@abs.ch ou par courrier postal à: Banque Alternative Suisse SA, case postale, 4601 Olten.

Vous souhaitez assister à l'AG en tant qu'invité-e ?

Même si vous ne possédez aucune action de la BAS, celle-ci vous invite cordialement à participer à son assemblée générale. Vous pouvez vous inscrire par courriel à gv-ag@abs.ch ou par téléphone au 062 206 16 16.



RACHAT DANS LE PILIER 3A

Depuis 2026, les personnes qui exercent une activité lucrative en Suisse peuvent effectuer des rachats ultérieurs dans leur pilier 3a. Celles qui n'atteignent pas chaque année le montant maximal de cotisation pourront désormais combler les lacunes rétroactivement jusqu'à dix ans, cela dès l'année de cotisation 2025. Entièrement déductibles des impôts, les rachats sont impossibles pour les années antérieures à 2025.

Quelles conditions faut-il remplir ?

- Il faut avoir perçu un revenu soumis à l'AVS pendant l'année de la lacune comme pendant celle du rachat.
- Un rachat ne peut se faire qu'après avoir versé l'intégralité de la cotisation ordinaire pour l'année en cours.
- Le rachat devient irréalisable sitôt qu'une première prestation de vieillesse a été perçue au titre du pilier 3a (par exemple en cas de versement échelonné).

Quels sont les avantages d'un rachat ultérieur ?

Un rachat ultérieur permet de combler des lacunes de prévoyance et de disposer ainsi d'un capital de prévoyance plus élevé. Par exemple, pour financer votre retraite ou acquérir votre propre logement.

Compte de prévoyance BAS 3

Le compte de prévoyance BAS 3 s'inscrit dans le pilier 3a. L'avoir épargné sur un compte BAS 3 sert à la prévoyance vieillesse complémentaire dans le 3^e pilier. Il peut également faciliter l'acquisition d'un logement pour ses propres besoins. La Banque Alternative Suisse utilise les fonds de prévoyance de sa clientèle, jusqu'à leur retrait, pour financer des projets sélectionnés sur la base de ses critères écologiques et sociaux.

Vous trouverez davantage d'informations au sujet du compte de prévoyance BAS 3 et du rachat ultérieur dans le pilier 3a sur : bas.ch/compte-de-prevoyance-bas-3

INFO IMPORTANTE SUR LES ENCARTS

Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce journal, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

Streamer pour résister



filmingo

Le meilleur du cinéma chez soi



filmingo.ch



Non, cette terre ne les nourrit plus

caritas.ch/oui

Oui à un monde sans pauvreté

CARITAS Schweiz
Suisse
Svizzera
Suiza

Volunteering for Peace

scich.org



Missions **ouvertes à tout.e.s** dès 16/18.

Dans **90 pays** et en Suisse.



SCI Suisse

**L'INFORMATION
N'A JAMAIS
EU AUTANT DE
VALEUR.**

Investissez dans son indépendance!

Abonnez-vous dès 17.-/mois



LE COURRIER



50 ans d'impact : pionnière d'hier et de demain

Depuis 1975, la coopérative Oikocredit incite à investir de manière responsable pour que chacun et chacune puissent faire les choix qui lui permettent de vivre dignement.



Continuons à faire la différence : investissez dès maintenant

oikocredit.org/investissement-impact



Oikocredit Suisse

021 701 26 74

info@oikocredit.ch

www.oikocredit.org



COMMENT AGIT VOTRE ARGENT?

Cela dépend de ce que vous en faites.

Avec l'argent que lui confie sa clientèle, la Banque Alternative Suisse finance des projets et entreprises qu'elle sélectionne selon ses critères sociaux et écologiques: des fermes bio aux coopératives d'habitation, en passant par les réseaux de chauffage au bois et les maisons de santé. Cela vous semble judicieux? Ça l'est!



bas.ch/nouveaux-fonds



www.habitatdurable.ch

50 % sur l'adhésion la première année avec le code promo **BAS50**



HabitatDurable, l'association des propriétaires responsables



De A comme Assurance jusqu'à Z comme Zéro émission, chez nous, vous êtes toujours conseillé de manière compétente, durable et éthique.

Inégalité: la situation devient-elle critique? Pourquoi l'inégalité contribue-t-elle à l'essor du populisme de droite? Et peut-on envisager une société sans classes?

moneta

#1-2026

«Les autorités aussi contribuent à perpétuer la pauvreté»

La juriste Annelise Oeschger s'engage dans le mouvement ATD Quart Monde. Elle met en lien des personnes touchées ou non par la pauvreté. Cela peut donner quelques surprises.

Propos recueillis par Esther Banz

moneta: Annelise Oeschger, vous tissez des liens entre des personnes en situation de pauvreté et d'autres issues du monde politique, de l'enseignement, de la société civile. Qu'est-ce que cela donne?

Annelise Oeschger Grâce à ces rencontres, beaucoup de gens «dans la norme» constatent à quel point les personnes frappées par la pauvreté leur ressemblent, ou réalisent avec surprise qu'elles ne sont pas moins intelligentes.

Pourquoi la pauvreté sévit-elle en Suisse?

Outre certaines circonstances de vie, il existe des facteurs à long terme. Le dénuement affecte souvent plusieurs générations.

Il pourrait donc se transmettre?

Nous disons plutôt qu'il persiste, car les parents n'en sont pas seuls responsables: les autorités aussi contribuent à perpétuer la pauvreté. De nombreuses «solutions» administratives sont encore proposées inefficaces. Et la société porte sa part de responsabilité. À l'école, par exemple, on continue à dire aux enfants concernés qu'ils n'arriveront à rien. Cela les marque.

Comment les autorités perpétuent-elles la pauvreté?

Imaginons une famille qui dépend de l'aide sociale. Les enfants occuperont souvent des emplois peu rémunérés, certains étant même contraints de suivre une formation basique.

Une telle contrainte existerait encore de nos jours?

Ces jeunes n'ont généralement le choix qu'entre certains métiers. Je connais une jeune femme qui aurait aimé travailler dans le secteur des soins, mais elle a dû commencer un apprentissage dans un autre domaine parce qu'il durait seulement deux ans. Devoir prendre le premier emploi venu au lieu de pouvoir suivre une bonne

formation est une cause importante de la persistance de la pauvreté. La jeune femme en question avait d'ailleurs été placée, comme ses parents avant elle.

Les descendant-e-s de victimes de mesures de coercition risquent-ils et elles davantage de sombrer dans la pauvreté?

Nous ne disposons pas de chiffres, mais beaucoup des personnes avec qui nous avons travaillé dans le cadre d'une étude ont déclaré que leurs descendant-e-s vivaient dans les mêmes conditions. Les mesures de coercition ont aujourd'hui encore des effets secondaires, y compris sur le plan économique.

Vous avez précisé que des circonstances particulières pouvaient également mener à la pauvreté.

Oui, le divorce et la maladie. Ou encore les dettes, comme c'est le cas quand une personne en situation de crise ne parvient plus à payer ses impôts.

Quelles expériences vivent les gens qui entrent pour la première fois en contact avec les services sociaux?

Beaucoup subissent des humiliations. On ne leur accorde souvent aucune confiance, surtout sur les plans intellectuel et professionnel. Il est terrible de voir comment les gens peuvent être traités, dans ces services. L'humanité, la dignité sont malmenées à tel point et si vite qu'on peut difficilement s'extraire de la dépendance. Ce n'est pas pour rien que notre étude a pour sous-titre «une expérience de violence qui continue».

Selon le rapport d'ATD Quart Monde, dans notre pays, «les droits ne sont pas faits pour les personnes en situation de pauvreté». Qu'est-ce que cela signifie?

Aucune personne touchée par la pauvreté ne participe à l'élaboration de nos lois, qui sont mises en œuvre dans l'ignorance com-

plète des efforts accomplis par cette partie de la population. Les réductions infligées aux bénéficiaires de l'aide sociale dits «de longue durée» en sont un exemple. De telles modifications législatives sont totalement coupées de la réalité.

Une idée solidement ancrée dans les esprits est que si des personnes vivent dans la pauvreté, c'est de leur faute.

Beaucoup de gens pensent que les personnes en situation de pauvreté n'aiment ni travailler ni s'impliquer. Ces préjugés reflètent une méconnaissance de ces personnes et de leurs ressources. On les empêche souvent de prendre des initiatives.

En Suisse, au fond, lutte-t-on contre la pauvreté ou plutôt contre les personnes pauvres?

Une personne concernée le formule ainsi: quand l'État lutte contre la pauvreté, il lutte aussi contre nous. Mais comment pourrait-on «lutter» contre la pauvreté? Ce phénomène ne survient pas naturellement: c'est la société qui le crée et l'entretient. Nous pourrions vivre dans un pays où ni la maladie ni la perte d'emploi ne seraient un risque existentiel. Les personnes qui se rendraient dans un service social y trouveraient quelqu'un qui les écouterait et les aiderait à déterminer ce dont elles ont besoin pour retrouver une situation stable. Tout deviendrait tellement plus simple si nous étions solidaires en tant que société et si nous donnions les moyens nécessaires aux autorités.

Photo: mäd



Annelise Oeschger est juriste. Elle a fait partie du groupe de pilotage du projet de recherche «Pauvreté - Identité - Société» de l'organisation non gouvernementale ATD Quart Monde. Elle vit à Muttens. Les injustices sociales la préoccupaient déjà lorsqu'elle était enfant.
atd.ch